



CONSEIL COMMUNAL DU 26 SEPTEMBRE 2024
GEMEENTERAAD VAN 26 SEPTEMBER 2024

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27.06.2024 - Approbation

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;
Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;
Vu le projet de procès-verbal ;
DECIDE
d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27.06.2024.

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 27.06.2024 - Goedkeuring

DE RAAD,
Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis
Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;
Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;
BESLIST
om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 27.06.2024 goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage
MINUTES_FULLL.pdf

2 Communications : Liste des marchés publics - Nouvelle Loi communale, article 234 §3

LE CONSEIL,
Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;
Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- **#002/18.06.2024/B/0010#** - Analyses des risques ergonomiques – Désignation du Cesi asbl – Approbation de la dépense
- **#002/18.06.2024/B/0042#** - Déménagement ICT - Appel au prestataire IRISteam pour la mission d'un consultant du profil "Implémentation Manager" - Souscription et approbation des dépenses - Procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/18.06.2024/B/0051#** - Effondrement de voirie au cimetière communal au niveau de l'allée centrale - Travaux imprévus de voirie - Marché par procédure ouverte - approbation de la dépense
- **#002/18.06.2024/B/0064#** - Marché de services de sondages de la maison communale d'Auderghem – Approbation du cahier des charges, fixation des conditions de passation et de la

liste des soumissionnaires à consulter

- **#002/18.06.2024/B/0066#** - Rénovation de l'éclairage du Centre Culturel d'Auderghem - CSC 07/2024 - Marché par procédure ouverte - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/18.06.2024/B/0068#** - Achat de 3 microphones supplémentaires pour les réunions du Conseil Communal - Procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/25.06.2024/B/0097#** - Achat de stores - CSC 63-2024 - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/25.06.2024/B/0099#** - Bâtiment de la Voirie - Combinaison de machines fixes pour la menuiserie - Procédure négociée sans publication préalable - Ajout d'une firme à consulter.
- **#002/25.06.2024/B/0114#** - Impression et reliure des registres des assemblées communales pour l'année 2023 - Marché de service de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/02.07.2024/B/0006#** - Achat de mobilier – Application de l'accord-cadre marché de fourniture – Désignation d'un fournisseur hors-lots attribués et commandes spécifiques conformes aux lots attribués – Accord sur la dépense
- **#002/02.07.2024/B/0014#** - Budget Partagé 2023 - Projet n°65 : Distribuer des kits didactiques de construction de nichoirs aux écoles auderghemoises - Désignation de l'adjudicataire - Approbation de la dépense
- **#002/09.07.2024/B/0008#** - Désignation d'un avocat spécialisé en matière de contentieux des étrangers en vue de représenter la Commune devant le Tribunal de Première Instance dans un contentieux de domiciliation
- **#002/09.07.2024/B/0009#** - Consultation d'un avocat spécialisée en droit social - Analyse des nouveaux modèles de contrats de travail type
- **#002/09.07.2024/B/0040#** - Projet du Budget partagé n°43 « Installer des nichoirs dans tous les quartiers » - Achat d'un nichoirs connecté supplémentaire – Cheap T'Chip
- **#002/09.07.2024/B/0051#** - Achat d'une centrale de recharge d'air conditionné pour véhicule - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense
- **#002/09.07.2024/B/0052#** - Achat pont élévateur ciseaux - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Modification budgétaire
- **#002/09.07.2024/B/0054#** - Entretien des zones vertes - Procédure négociée sans publication préalable - Fixation des conditions - Approbation de la dépense et du CSC - Désignation des firmes à consulter
- **#002/09.07.2024/B/0056#** - Maison des Jeunes - Travaux divers de mise en conformité (phase 1) - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter.
- **#002/09.07.2024/B/0065#** - Crèche Communale "Les Mômes" - Réfection des sols - Procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire - Approbation de la dépense
- **#002/16.07.2024/B/0003#** - Fourniture de 1 aspirateur pour le cimetière – Marché de faible montant conclu par facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/16.07.2024/B/0066#** - Fourniture de matériel de construction - Procédure Négociée sans Publication Préalable - Fixation des conditions - Approbation du CSC et de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/01.08.2024/B/0024#** - Désignation d'un prestataire pour l'animation d'un "On lit bébé" le 07/09/2024 à la bibliothèque du centre - procédures négociées sur simple facture acceptée
- **#002/01.08.2024/B/0029#** - CS du Pré des Agneaux - Achat d'un lave-vaisselle professionnel - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/01.08.2024/B/0092#** - Etude pour la rénovation des tribunes du T1 du stade communal - Marché par procédure négociée sans publication préalable- Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/01.08.2024/B/0096#** - Crèche communale "Les Oursons" - Achat de 2 frigos de table - Marché de faible montant sur facture acceptée.

- **#002/01.08.2024/B/0104#** - Achat de barrières nadar et E1 temporaires - Procédure négociée sans publication préalable - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter.
- **#002/01.08.2024/B/0110#** - Bâtiment de la Voirie - Combinaison de machines fixes pour la menuiserie - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation de l'adjudicataire
- **#002/01.08.2024/B/0111#** - Etude acoustique de divers locaux au cs du Pré des Agneaux - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/01.08.2024/B/0116#** - Achat du matériel informatique (4 tableaux interactifs + 4 pc portables + 1 projecteur) - destinés aux écoles - Liste du matériel à acheter - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/01.08.2024/B/0119#** - Aménagement d'un parc canin avenue de la Houlette - Procédure négociée sans publication préalable - Fixations des conditions - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter
- **#002/01.08.2024/B/0122#** - Achat de sacs réutilisables – projet transition écologique ACTE-ONE - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/20.08.2024/B/0038#** - ACADEMIE COMMUNALE "FRANZ CONSTANT" - Entretiens et accords de pianos - Marché public de faible montant sur simple facture acceptée.
- **#002/20.08.2024/B/0125#** - Acquisition d'un micro-ondes pour le service Prévention. – Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/20.08.2024/B/0126#** - Acquisition d'un projecteur pour le service Prévention. – Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/20.08.2024/B/0132#** - Mise en lumière de la façade du Centre Culturel - Marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
- **#002/27.08.2024/B/0026#** - Activités parascolaires - Séjour en classes de dépaysement pour l'année 2025 - Marche public par procédure négociée sans publicité - Désignation du prestataire de services.
- **#002/27.08.2024/B/0027#** - Activités parascolaires - Séjour en classes de dépaysement pour l'année 2025 - Marché public par procédure négociée sans publication préalable - Désignation du prestataire de services.
- **#002/27.08.2024/B/0028#** - Activités parascolaires - Séjour en classes de nature pour l'année 2025 - Marché public par procédure négociée sans publicité - Désignation du prestataire de services.
- **#002/27.08.2024/B/0029#** - Activités parascolaires - Séjour en classes sportives pour l'année 2025 - Marché public par procédure négociée sans publicité - Désignation du prestataire de services.
- **#002/27.08.2024/B/0049#** - Ticketing - Remplacement de l'imprimante dans une borne à tickets du service population - Approbation de la dépense
- **#002/27.08.2024/B/0057#** - Achat de matériel de cuisine et de vaisselle pour enfants - projet transition écologique ACTE - ONE - Approbation de la dépense - Désignation des adjudicataires.
- **#002/03.09.2024/B/0021#** - Activités parascolaires - Cours d'escalade le mercredi après-midi - Marché public de faible montant conclu par facture acceptée - période du 1er janvier au 31 décembre 2025 - Désignation du prestataire de service.
- **#002/03.09.2024/B/0022#** - Activités parascolaires - Cours de Natation le mercredi après-midi - Marché public de faible montant conclu par facture acceptée - période du 1er janvier au 31 décembre 2025 - Désignation du prestataire de service.
- **#002/03.09.2024/B/0023#** - Activités parascolaires - Séjour en classes de nature pour l'année 2025 - Marché public par procédure négociée sans publicité - Désignation du prestataire de services.
- **#002/03.09.2024/B/0039#** - Ticketing - Remplacement de l'imprimante et du PC dans une borne à tickets du service population - Approbation de la dépense
- **#002/03.09.2024/B/0043#** - Crèches et écoles communales - Nettoyage des textiles - Marché par procédure négociée sans publication préalable - période du 1er novembre 2024 au 31

octobre 2025 - Fixation des conditions.

- **#002/03.09.2024/B/0045#** - Acquisition de matériel informatique (claviers d'IPAD) pour le service Prévention. – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée.- Application des articles 234 de la Nouvelle loi communale. - Désignation de l'adjudicataire. – Communication au Conseil communal.
- **#002/03.09.2024/B/0046#** - Acquisition de matériels divers (tables basses) pour le service Prévention. – Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée.- Application des articles 234 de la Nouvelle loi communale. - Désignation de l'adjudicataire. – Communication au Conseil communal.

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 143.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Mededelingen : Lijst van overheidsopdrachten - Nieuwe Gemeentewet, artikel 234 §3

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- **#002/18.06.2024/B/0010#** - Ergonomische risicoanalyses - Aanwijzing van de Cesi vzw - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/18.06.2024/B/0042#** - Verhuis ICT - oproep aan IRISteam voor de missie van een consultant met het profiel "implementatie manager" - Onderhandelingsprocedure op eenvoudige geaccepteerde factuur - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/18.06.2024/B/0051#** - Instorting van de wegenis op de gemeentelijke begraafplaats in het centrale gangpad- onvoorziene wegeniswerken - Openbare procedure - goedkeuring van de uitgave
- **#002/18.06.2024/B/0064#** - Dienstverleningsopdracht voor opmetingen van het gemeentehuis van Oudergem - Goedkeuring van het bestek, vaststelling van de gunningsvoorwaarden en de lijst van de te raadplegen inschrijvers
- **#002/18.06.2024/B/0066#** - Renovatie van de verlichting in het Cultureel Centrum van Oudergem - CSC 07/2024 - Openbare procedure - Aanwijzing van de geselecteerde inschrijver
- **#002/18.06.2024/B/0068#** - Aankoop van 3 bijkomende micro's voor de vergaderingen van de Gemeenteraad - Onderhandelingsprocedure op eenvoudige geaccepteerde factuur - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanwijzing van de winnende bidder
- **#002/25.06.2024/B/0097#** - Aankoop van stores - CSC 61-2024 - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanwijzing van de geselecteerde inschrijver
- **#002/25.06.2024/B/0099#** - Het Gebouw van de dienst wegenissen - Combinatie van vaste machines voor schrijnwerk - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van het uitgave - Aanwijzing van te raadplegen bedrijven.
- **#002/25.06.2024/B/0114#** - Drukken en inbinden van de registers van de gemeenteraadsvergaderingen van 2023 - Dienstverleningscontract van geringe waarde per geaccepteerde factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanwijzing van de begunstigde
- **#002/02.07.2024/B/0006#** - Aankoop van meubilair – Toepassing van de overeenkomst overheidsopdracht voor levering - Aanwijzing van een leverancier buiten de toegewezen percelen en specifieke bestellingen in overeenstemming met de toegewezen percelen – Goedkeuring van de uitgave
- **#002/02.07.2024/B/0014#** - Gedeelde Begroting 2023 - Project n°65 : Nestkastpakketten uitdelen aan scholen in Oudergem - Aanduiding van de aanbesteder - Goedkeuring van de uitgave

- **#002/09.07.2024/B/0008#** - Aanstelling van een advocaat gespecialiseerd in geschillen met vreemdelingen om de gemeente te vertegenwoordigen voor de rechtbank van eerste aanleg in een geschil over domiciliëring
- **#002/09.07.2024/B/0009#** - Raadpleging van een advocaat gespecialiseerd in sociaal recht - Analyse van nieuwe modellen van arbeidsovereenkomsten
- **#002/09.07.2024/B/0040#** - Gedeelde begroting Project nr. 43 "Nestkastjes plaatsen in alle wijken" - Aankoop van een extra aangesloten nestkast - Cheap T'Chip
- **#002/09.07.2024/B/0051#** - Aankoop van een oplaadapparaat voor airconditioning in het voertuig - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/09.07.2024/B/0052#** - aankoop van schaarliften - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Begrotingswijziging
- **#002/09.07.2024/B/0054#** - Onderhoud van groene zones - Procedure van gunning via onderhandelingen zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgaven en het CSC - Aanwijzing van de te raadplegen ondernemingen
- **#002/09.07.2024/B/0056#** - Jeugdhuis - Diverse werkzaamheden om het gebouw aan te passen aan de normen (Fase 1) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van het uitgave - Aanwijzing van te raadplegen bedrijven.
- **#002/09.07.2024/B/0065#** - Gemeentelijke kinderopvangplaatsen "Les Mômes" - Vloerreparaties - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanwijzing van de gekozen inschrijver - Wijziging van begroting - Goedkeuring van de uitgaven
- **#002/16.07.2024/B/0003#** - Levering van 1 stofzuiger voor het kerkhof - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de opdracht en van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/16.07.2024/B/0066#** - Levering van bouw materieel - Procedure van gunning via onderhandelingen zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van voorwaarden - Goedkeuring van CSC en uitgaven - Aanwijzing van te raadplegen ondernemingen
- **#002/01.08.2024/B/0024#** - Aanwijzing van een opdrachtnemer voor de animatie van "On lit bébé" op 14/01/2023 in de bibliotheek van het centrum - onderhandelingsprocedures over eenvoudige aanvaarde factuur
- **#002/01.08.2024/B/0029#** - CS du Pré des Agneaux - Aankoop van een professionele afwasmachine - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/01.08.2024/B/0092#** - Studie voor de renovatie van de tribunes van het veld T1 van het gemeentelijk stadion - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgaven - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/01.08.2024/B/0096#** - Gemeentelijke kribben "Les Oursons" - Aankoop van twee tafelmodel koelkasten - Contract van lage waarde op geaccepteerde factuur.
- **#002/01.08.2024/B/0104#** - Aankoop van nadar-barrières en tijdelijke E1 verkeersborden - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van het BLB en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/01.08.2024/B/0110#** - Het Gebouw van de dienst wegenissen - Combinatie van vaste machines voor schrijnwerk - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanduiding van de succesvolle bidder.
- **#002/01.08.2024/B/0111#** - Akoestisch onderzoek van verschillende lokalen in het cs du Pré des Agneaux - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de te raadplegen ondernemingen
- **#002/01.08.2024/B/0116#** - Aankoop van informaticamateriaal (4 interactieve borden + 4 laptops + 1 projector) bestemd voor de scholen - Lijst van aan te kopen materiaal.- Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtgever.
- **#002/01.08.2024/B/0119#** - Aanleg van een hondenpark in de Herdersstaflaan - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de firma's
- **#002/01.08.2024/B/0122#** - Aankoop van herbruikbare tassen - ACTE-ONE ecologisch

- overgangproject - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de geselecteerde inschrijver.
- **#002/20.08.2024/B/0038#** - ACADEMIE COMMUNALE "FRANZ CONSTANT" - Onderhoud en stemmen van piano's - Overheidsopdracht voor een klein bedrag op basis van een aanvaarde factuur.
 - **#002/20.08.2024/B/0125#** - Aankoop van een microgolven oven voor de Preventiedienst. - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Gunning
 - **#002/20.08.2024/B/0126#** - Aankoop van een projector voor de Preventiedienst. - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Gunning
 - **#002/20.08.2024/B/0132#** - De gevel van het Cultureel Centrum verlichten - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking- Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder - Begrotingswijziging
 - **#002/27.08.2024/B/0026#** - Buitenschoolse activiteiten - Verblijf in expatriëringsklassen voor het jaar 2025 - Openbare wandeling via een onderhandelingsprocedure zonder reclame - Aanwijzing van de dienstverlener.
 - **#002/27.08.2024/B/0027#** - Buitenschoolse activiteiten - Schoolreisjes voor het jaar 2025 - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanwijzing van de dienstverlener.
 - **#002/27.08.2024/B/0028#** - Buitenschoolse activiteiten - Verblijf in natuurklassen voor het jaar 2025- Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Aanwijzing van de dienstverlener.
 - **#002/27.08.2024/B/0029#** - Buitenschoolse activiteiten - Verblijf in sportklassen voor het jaar 2025 - Overheidsopdracht via een onderhandelingsprocedure zonder reclame - Aanwijzing van de dienstverlener.
 - **#002/27.08.2024/B/0049#** - Ticketing - Vervanging van de printer van één ticketautomaat bij de dienst bevolking - Goedkeuring van de uitgave.
 - **#002/27.08.2024/B/0057#** - Aanschaf van keukengerei en serviesgoed voor kinderen - ACTE - ONE ecologisch overgangproject - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de geselecteerde inschrijver.
 - **#002/03.09.2024/B/0021#** - Buitenschoolse activiteiten - Klimcursus op woensdagmiddag - Kleine overheidsopdracht afgesloten met een geaccepteerde factuur - periode van 1 januari tot 31 december 2025 - Aanwijzing van de dienstverlener.
 - **#002/03.09.2024/B/0022#** - Buitenschoolse activiteiten - Zwemlessen op woensdagmiddag - Kleine openbare aanbesteding afgesloten met een geaccepteerde factuur - periode van 1 januari tot 31 december 2025 - Aanwijzing van de dienstverlener.
 - **#002/03.09.2024/B/0023#** - Buitenschoolse activiteiten - Verblijf in natuurklassen voor het jaar 2025 - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Aanwijzing van de dienstverlener.
 - **#002/03.09.2024/B/0039#** - Ticketing - Vervanging van de printer en van het PC van één ticketautomaat bij de dienst bevolking - Goedkeuring van de uitgave.
 - **#002/03.09.2024/B/0043#** - Gemeentelijke kribben en scholen - schoonmaak van textiel - opdracht van onderhandelings procedure zonder bekendmaking - periode van 1ste november 2024 tot 31 oktober 2025 - instelvoorwaade
 - **#002/03.09.2024/B/0045#** - Aankoop van computerapparatuur (Ipad klaviers) voor de Preventiedienst. - Markt door middel van een onderhandelingsprocedure op een eenvoudige aanvaarde factuur - Toepassing van artikel 234 van de Nieuwe Gemeenschapswetgeving. - Aanwijzing van de succesvolle bidder. - Mededeling aan de gemeenteraad.
 - **#002/03.09.2024/B/0046#** - Aankoop van diverse apparatuur (salontafels) voor de Preventiedienst. - Markt door middel van een onderhandelingsprocedure op een eenvoudige aanvaarde factuur - Toepassing van artikel 234 van de Nieuwe Gemeenschapswetgeving. - Aanwijzing van de succesvolle bidder. - Mededeling aan de gemeenteraad.

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 143.000€ exclusief btw geraamd wordt;

- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

9 annexes / 9 bijlagen

20240108_Marchés.pdf, 20240709_Marchés.pdf, 20240820_Marchés.pdf, 20240702_Marchés.pdf, 20240716_Marchés.pdf, 20240903_Marchés.pdf, 20240827_Marchés.pdf, 20240625_Marchés.pdf, 20240618_Marchés.pdf

3 Communications : Liste des arrêtés adoptés par la Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de la Bourgmestre fixant les modalités d'ouverture de de fonctionnement des commerces d'alimentation générale situés Place Pinoy durant la diffusion de l'Euro Foot 2024 sur écran géant les 17/06, 22/06 et 26/06/2024
2. Arrêté de la Bourgmestre pour faire abattre un vieux poirier de Chine dangereux au n° 14 Clos Firmin Martin
3. Arrêté de la Bourgmestre autorisant Cap 48 à effectuer sa grande campagne de promotion et de récolte de fonds, du vendredi 27 septembre au dimanche 6 octobre 2024
4. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
5. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la retransmission des matchs des Diables Rouges dans le cadre de l'Euro 2024 sur la terrasse du restaurant "Le Villance" les 22/06/2024 et 26/06/2024
6. Arrêté de la Bourgmestre fixant les modalités d'ouverture et de fonctionnement des commerces d'alimentation générale situés Place Pinoy durant la diffusion de l'Euro Foot 2024 sur écran géant le 1er et 5 juillet (huitièmes et quarts de finales)
7. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la diffusion du match de huitièmes de finale et, en cas de victoire, de quarts de finale de notre équipe nationale dans le cadre de l'Euro 2024 sur grand écran Place Pinoy le 1er juillet et le 5 juillet 2024
8. Arrêté de la Bourgmestre pour faire abattre un érable (Acer platanoides) dangereux en urgence
9. Arrêté de la Bourgmestre autorisant un barbecue des voisins rue des Néfliers le 14 septembre 2024
10. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une brocante dans les avenues Henri de Brouckère, Benjamin Jansen et interdisant l'accès des véhicules à la rue Vandergoten, le 1 septembre 2024
11. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la retransmission de la finale de l'Euro 2024 sur la terrasse du restaurant "Le Villance" le 14/07/2024
12. Arrêté de la Bourgmestre pour l'abattage d'un bouleau dangereux à l'avenue de la Houlette
13. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
14. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant la visite de l'immeuble sis avenue des Paradisières, 69
15. Arrêté de la Bourgmestre pour faire abattre deux sapins dangereux en urgence à la Drève des Deux Moutiers 9.
16. Arrêté de la Bourgmestre pour le placement d'un échafaudage sur la façade du n° 1236 chaussée de Wavre afin de pouvoir réparer une corniche et une toiture défectueuses en urgence
17. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une fête des voisins avec barbecue le 29 septembre 2024 dans l'Avenue Claes
18. Arrêté de la Bourgmestre pour autoriser la fermeture de la venelle des Blanchisseuses du 19 août au 26 août 2024 pour cause de travaux de réparation d'un mur au n° avenue Charles LEMAIRE.
19. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'extension de la brocante du Viaduc avec l'installation

d'un Food truck, le dimanche 29 septembre 2024.

20. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la fête des voisins avec barbecue, rue Pierre Schoonejans, le dimanche 22 septembre 2024 de 11h à 19h
21. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une fête des voisins avec barbecue prévue le 8 septembre 2024 dans le quartier de l'amitié de 12h00 à 17h30
22. Arrêté de la Bourgmestre autorisant le passage du championnat de Gravel les 5 et 6 octobre 2024 à Auderghem
23. Arrêté de la Bourgmestre autorisant le passage de la marche Brussels 60 le samedi 5 octobre 2024
24. Arrêté de la Bourgmestre autorisant le passage sur le territoire de la commune et le prêt de matériel pour le Trail de Bruxelles au Centre sportif (ADEPS) le dimanche 20 octobre 2024.
25. Arrêté de la Bourgmestre autorisant un barbecue des voisins avenue Pré des Agneaux, le 21 septembre 2024
26. Arrêté de la Bourgmestre autorisant un barbecue des voisins square Antoine Van Lindt, le 21 septembre 2024
27. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'adoption d'un chien placé en refuge
28. Arrêté de la Bourgmestre pour faire abattre en urgence un robinier dangereux situé dans le jardin du n° 109 boulevard du Triomphe.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de Burgemeester tot vaststelling van de voorwaarden voor de opening en de exploitatie van levensmiddelenwinkels op het Pinoyplein tijdens de uitzending van Euro Foot 2024 op reuzenschermen op 17/06, 22/06 en 26/06/2024
2. Besluit van de Burgemeester om een gevaarlijke oude Chinese perenboom te laten kappen op nr. 14 Clos Firmin Martin
3. Besluit van de Burgemeester waarbij Cap 48 toestemming krijgt om van vrijdag 27 september tot en met zondag 6 oktober 2024 haar grote promotie- en fondsenwervingscampagne te houden
4. Besluit van de Burgemeester tot het bevelen van de begrafenis van een behoeftige persoon die om redenen van volksgezondheid op gemeentelijk grondgebied is overleden
5. Besluit van de Burgemeester tot toestemming voor het uitzenden van wedstrijden van de Rode Duivels in het kader van Euro 2024 op het terras van restaurant "Le Villance" op 22/06/2024 en 26/06/2024
6. Besluit van de Burgemeester tot vaststelling van de voorwaarden voor de opening en de exploitatie van levensmiddelenwinkels op het Pinoyplein tijdens de uitzending van Euro Foot 2024 op een groot scherm op 1 en 5 juli (ronde van 16 en kwartfinales)
7. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor het uitzenden van de wedstrijd van de 16e ronde en, in geval van overwinning, de kwartfinale van onze nationale ploeg in het kader van Euro 2024 op groot scherm op het Pinoyplein op 1 juli en 5 juli 2024
8. Besluit van de Burgemeester om met spoed een gevaarlijke esdoorn (Acer platanoides) te laten kappen
9. Besluit van de Burgemeester tot het houden van een burenb barbecue in de Mispelaarsstraat op 14 september 2024
10. Besluit van de Burgemeester houdende toelating van een rommelmarkt in de lanen Henri de Brouckère en Benjamin Jansen en toegangsverbod voor voertuigen tot de Vandergotenstraat, op 1 september 2024

11. Besluit van de Burgemeester tot uitzending van de finale van Euro 2024 op het terras van restaurant "Le Villance" op 14/07/2024
12. Besluit van de Burgemeester voor het vellen van een gevaarlijke berk in de Houlettelaan
13. Besluit van de Burgemeester voor de begrafenis van een behoeftige persoon die is overleden op gemeentelijk grondgebied om redenen van volksgezondheid
14. Besluit van de Burgemeester met het bevel van het bezoek van het onroerend goed gelegen te Paradijsvogelslaan 69 te 1160 Oudergem
15. Besluit van de Burgemeester om met spoed twee gevaarlijke dennenbomen te laten vellen in de Tweekloostersdreef 9.
16. Besluit van de Burgemeester om met spoed een steiger te plaatsen op de gevel van de Waversesteenweg 1236 om een defecte kroonlijst en het dak te herstellen.
17. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor een burenfest met barbecue op 29 september 2024 in de Claeslaan
18. Besluit van de Burgemeester tot het toestaan van de afsluiting van de venelle des Blanchisseuses van 19 augustus tot 26 augustus 2024 wegens herstellingswerken aan een muur in de Charles LEMAIRElaan.
19. Besluit van de Burgemeester waarbij de uitbreiding van de rommelmarkt onder het viaduct met de installatie van een foodtruck op zondag 29 september 2024 wordt toegestaan
20. Besluit van de Burgemeester tot het houden van een burenfest met barbecue, Pierre Schoonejansstraat, op zondag 22 september 2024 van 11 tot 19 uur
21. Besluit van de Burgemeester tot het houden van een burenfest met barbecue op 8 september 2024 in het Vriendschapswijk van 12u tot 17u30
22. Besluit van de Burgemeester tot toelating van de doorgang van het grindkampioenschap op 5 en 6 oktober 2024 in Oudergem
23. Besluit van de Burgemeester houdende toelating van de wandeling Brussel 60 op zaterdag 5 oktober 2024
24. Besluit van de Burgemeester houdende toelating van de doortocht op het grondgebied van de gemeente en het uitlenen van materiaal voor de Trail de Bruxelles in het Sportcentrum (ADEPS) op zondag 20 oktober 2024.
25. Besluit van de Burgemeester tot het toestaan van een barbecue voor burenen in de Lammerendries, op 21 september 2024
26. Besluit van de Burgemeester tot het toestaan van een barbecue op het Antoine Van Lindtplein, op 21 september 2024
27. Besluit van de Burgemeester tot adoptie van een hond uit een asiel
28. Besluit van de Burgemeester om een gevaarlijke sprinkhaanboom in de tuin van Triomflaan nr. 109 met spoed te laten kappen.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

29 annexes / 29 bijlagen

AB_foot.pdf, AB_foot3.pdf, AB_paradisiers.pdf, AB_Gravel.pdf, AB_arbres4.pdf, AB_BBQ.pdf, ab_arbre3.pdf, AB_chien.pdf, AB_foot4.pdf, AB_venelle.pdf, AB_arbres5.pdf, AB_inhumation2.pdf, AB_Brussels60.pdf, AB_échafaudage.pdf, AB_fête_voisin.pdf, AB_brocante_fr.pdf, AB_inhumation.pdf, AB_fête_voisin2.pdf, AB_Cap48.pdf, AB_Trail.pdf, AB_fête_voisin3.pdf, AB_arbre2.pdf, AB_brocante_nl.pdf, AB_foot_finale.pdf, AB_brocante2.pdf, AB_arbre.pdf, AB_BBQ2.pdf, AB_foot2.pdf

Recette - Ontvangerij

4 Maison des Jeunes d'Auderghem - Exercice 2023 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117,

Décide

D'approuver le compte de l'ASBL « Maison des jeunes d'Auderghem » exercice 2023.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Maison des Jeunes d'Auderghem - Dienstjaar 2023 - Rekening

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117,

Beslist

De rekening van de VZW « Maison des jeunes d'Auderghem » dienstjaar 2023 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke besturen.

3 annexes / 3 bijlagen

MJA compte 2023.pdf, Rapport d'activité MJA - 2023.pdf, Rapport - MJA - Compte 2023.doc

Rémunérations - Bezoldigingen

5 Mandataires locaux : traitements applicables au Bourgmestre et Echevins lors du renouvellement intégral du Conseil communal suite aux élections communales du 13 octobre 2024.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 19 janvier 1972 reclassant certaines communes en application de l'article 130 alinéas 1 et 2 de la loi communale ;

Vu l'ordonnance du 6 juillet 2022 modifiant la Nouvelle loi communale dans le cadre de la réforme de la gouvernance locale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 septembre 2023 exécutant l'article 19, §§ 1er et 3, alinéa 1 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mars 2024 établissant par commune les chiffres de la population au 31 décembre 2023 ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 mars 2024 établissant la classification des communes en exécution de l'article 5 alinéa 1er de la Nouvelle loi Communale ;

Vu la circulaire 2024/15 du 9 juillet 2024 – principes relatifs à la rémunération des futurs mandataires locaux ;

Considérant que par arrêté royal du 19 janvier 1972, la Commune d'Auderghem a été reclassée dans les communes de 35001 à 50000 habitants, en vue de fixer les traitements qui dépendent du chiffre de la population ;

Considérant qu'en vertu de l'arrêté ministériel du 8 mars 2024, la Commune d'Auderghem est placée en classe 5, communes de 35.000 à 39.999 habitants (35.304 habitants au 31 décembre 2023) et que dès lors le nombre de conseillers et d'échevins est fixé respectivement à 33 et 6 ;

Considérant qu'en vertu de l'arrêté du Gouvernement du 14 septembre 2023, le traitement du Bourgmestre s'élève, dans les communes de 25.001 à 50.000 habitants, à 106 % de l'indemnité parlementaire des membres de la Chambre des représentants ;

Considérant qu'il y a lieu d'entendre par indemnité parlementaire le montant à 100 %, sans tenir

compte de la retenue temporaire de 5 %, à l'exclusion de l'indemnité forfaitaire pour frais exposés, de la prime de fin d'année, du pécule de vacances ainsi que de toutes autres indemnités ;

Considérant que le statut des membres de la Chambre des représentants fixe, au 1er juin 2024, l'indemnité parlementaire mensuelle brute de base à 8.814,45 € à l'indice 2,0807, en tenant compte de la retenue temporaire de 5 % ;

Considérant que l'article 19 § 2 de la Nouvelle Loi Communale prévoit que le traitement des Echevins s'élève à 60 % du traitement du Bourgmestre dans les communes jusqu'à 50 000 habitants ;

Considérant que pour déterminer le traitement annuel non indexé de Bourgmestre, il y a donc lieu d'appliquer la formule suivante :

$$(((8814,45 / 95 \times 100) \times 106 \%) / 2,0807) \times 12 = 56\,721,70 \text{ €}$$

Considérant que pour déterminer le traitement annuel non indexé des Echevins, il y a lieu d'appliquer la formule suivante :

$$56\,721,70 \text{ €} \times 60 \% = 34\,033,02 \text{ €}$$

DECIDE :

- De fixer le traitement annuel non indexé du Bourgmestre à 56 721,70 € ;
- De fixer le traitement annuel non indexé des Echevins à 34 033,02 € ;
- De payer les traitements du Bourgmestre et des Echevins mensuellement de manière anticipée ;
- De payer intégralement le traitement du dernier mois de mandat, lorsque le mandataire admis à la retraite n'assume plus de nouveau mandat exécutif lors du renouvellement général des conseils communaux, pour autant que le mandataire ne perçoive pas de revenu professionnel ou de revenu de remplacement ;
- D'octroyer une indemnité de sortie au Bourgmestre et aux Echevins, après le renouvellement des conseils communaux issu des élections communales de 2024, aux conditions et modalités fixées à l'article 19/1 NLC.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux et au Service fédéral des pensions (Dmfa-Atlas).

Lokale mandatarissen: wedden van de Burgemeester en Schepenen bij de volledige vernieuwing van de gemeenteraad na de gemeenteverkiezingen van 13 oktober 2024.

DE RAAD,

Gelet op het koninklijk besluit van 19 januari 1972 houdende klasse verheffing van bepaalde gemeenten bij toepassing van artikel 130, eerste en tweede lid, van de Gemeentewet;

Gezien de ordonnantie van 6 juli 2022 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet in het kader van de hervorming van het lokaal bestuur;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 september 2023 ter uitvoering van artikel 19, §§ 1 en 3, eerste lid, van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 maart 2024 tot vaststelling van het bevolkingscijfer per gemeente op 31 december 2023;

Gelet op het ministerieel besluit van 8 maart 2024 tot vaststelling van de rangschikking van de gemeenten in uitvoering van artikel 5, eerste lid, van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de omzendbrief 2024/15 van 9 juli 2024 – principes betreffende de bezoldiging van de toekomstige lokale mandatarissen;

Overwegende dat bij koninklijk besluit van 19 januari 1972 de gemeente Oudergem is heringedeeld in gemeenten met 35001 tot 50000 inwoners, met het oog op de vaststelling van de lonen die afhankelijk zijn van het aantal inwoners;

Overwegende dat de gemeente Oudergem krachtens het ministerieel besluit van 8 maart 2024 wordt ingedeeld in klasse 5, gemeenten met 35.000 tot 39.999 inwoners (35.304 inwoners op 31 december 2023) en dat het aantal raadsleden en schepenen derhalve is vastgesteld op respectievelijk 33 en 6;

Overwegende dat krachtens het regeringsbesluit van 14 september 2023 het salaris van de burgemeester in gemeenten met 25.001 tot 50.000 inwoners 106% van de parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers bedraagt;

Overwegende dat onder de parlementaire vergoeding dient te worden verstaan het bedrag van 100 %,

zonder rekening te houden met de tijdelijke inhouding van 5 %, met uitsluiting van de forfaitaire onkostenvergoeding, de eindejaarspremie, het vakantiegeld, alsook enige andere vergoeding;

Overwegende dat het statuut van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers vanaf 1 juni 2024 de maandelijkse basisvergoeding van het parlement vaststellen op € 8.814,45 op index 2.0807, rekening houdend met de tijdelijke inhouding van 5%;

Overwegende dat artikel 19 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet bepaalt dat het salaris van schepenen 60% bedraagt van het salaris van de burgemeester in gemeenten met maximaal 50.000 inwoners;

Overwegende dat voor de bepaling van het niet-geïndexeerde jaarloon van de burgemeester dus de volgende formule moet worden toegepast:

$$(((8814,45/95 \times 100) \times 106\%)/ 2,0807) \times 12 = € 56.721,70 €$$

Gelet op het feit dat voor de bepaling van het niet-geïndexeerde jaarloon van de schepenen de volgende formule moet worden toegepast:

$$€ 56.721,70 \times 60\% = € 34.033,02 €$$

BESLIST:

- Het niet-geïndexeerde jaarsalaris van de burgemeester vast te stellen op 56.721,70 €;
- Het niet-geïndexeerde jaarloon van de schepenen vast te stellen op 34.033,02 €;
- De salarissen van de burgemeester en van de schepenen maandelijks vooruit te betalen;
- Het loon van de laatste maand van het mandaat volledig te betalen, wanneer de met pensioen toegelaten vertegenwoordiger geen nieuw uitvoerend mandaat uitoefent bij de volledige hernieuwing van de raden, op voorwaarde dat de vertegenwoordiger geen beroeps- of vervangingsinkomen ontvangt;
- Een uittredingsvergoeding toekennen aan de Burgemeester en de Schepenen, na de vernieuwing van de gemeenteraden naar aanleiding van de gemeenteraadsverkiezingen van 2024, onder de voorwaarden en procedures bepaald in artikel 19/1 NAR.

Deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met de lokale besturen, en aan de Federale Pensioendienst (Dmfa-Atlas).

Service Juridique - Juridische dienst

6 Autorisation d'introduire une procédure judiciaire en désignation d'un administrateur de biens et d'un curateur

Le Conseil,

Vu l'article 270 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il convient de désigner un avocat afin d'introduire une procédure judiciaire en désignation d'un administrateur de biens et d'un curateur à succession vacante en raison de l'inoccupation de l'immeuble sis avenue des Paradisiens 69 à 1160 Auderghem ;

DÉCIDE :

d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Échevins à introduire une procédure judiciaire en désignation d'un administrateur de biens et d'un curateur.

Machtiging om een gerechtelijke procedure in te dienen voor de benoeming van een beheerder van onroerend goed en een curator

De Raad,

Gelet op de artikel 270 van de nieuwe gemeentewet ;

Overwegende dat een advocaat moet worden aangesteld om een gerechtelijke procedure in te dienen voor de benoeming van een beheerder van onroerend goed en een curator voor een vacant erf ten gevolge van de onbewoning van het gebouw gelegen Paradijsvogelslaan 69, 1160 Oudergem;

BESLUIT:

het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen een gerechtelijke procedure indienen voor de benoeming van een beheerder van onroerend goed en een curatore

1 annexe / 1 bijlage

Désignation Maître Van Gysel.pdf

7 **Convention d'occupation à titre précaire entre la Commune d'Auderghem et l'asbl "Bruxelles-J" relatif à deux bureaux au quatrième étage de l'immeuble, sis chaussée de Wavre, 1326.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232;

Vu la convention d'occupation à titre précaire,

Considérant qu'il s'agit d'une occupation à des fins d'intérêt général conformément aux buts de l'association, à savoir l'accès et la maîtrise par le public jeune le plus large (en particulier ceux issus de milieux défavorisés) des technologies de l'information et de la communication (article 3 des statuts) ;

Que l'entretien et les réparations courantes sont à charge de l'occupant (les réparations lourdes étant à charge de la Commune);

DECIDE :

de marquer son accord sur la convention d'occupation entre la Commune d'Auderghem et l'association sans but lucratif "Bruxelles-J" pour l'utilisation de deux bureaux au quatrième étage de l'immeuble sis chaussée de Wavre, 1326, à 1160 Auderghem conformément aux buts de l'association.

Precaire huurovereenkomst tussen de gemeente Oudergem en de vzw "Bruxelles-J" betreffende twee kantoren op de vierde verdieping van het onroerend goed gelegen te Waversesteenweg 1326.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder art. 117 en 232;

Overwegende de precaire bezettingsovereenkomst;

Overwegende dat het gaat om een bezigheid van algemeen belang in overeenstemming met de doelstellingen van de vereniging, namelijk toegang tot en beheersing van informatie- en communicatietechnologieën door een zo breed mogelijk publiek van jongeren (met name uit kansarme milieus) (artikel 3 van de statuten);

BESLIST :

in te stemmen met de bewoningsovereenkomst tussen de Gemeente Oudergem en de vereniging zonder winstogmerk "Bruxelles-J" voor het gebruik van twee kantoren op de vierde verdieping van het onroerend goed gelegen te 1160 Oudergem, Waversesteenweg, 1326 overeenstemming tot de doelstellingen van de vereniging.

1 annexe / 1 bijlage

WAVRE 1326- CONVENTION BXL J - FINAL.docx

8 **Règlement-taxe relatif aux occupations des infrastructures scolaires communales - Adoption du nouveau règlement**

Le Conseil

Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu qu'il est nécessaire pour la Commune d'établir une taxe permettant de générer des recettes en vue de l'exercice de ses services publics ;

Vu le rapport explicatif en annexe ;

Sur proposition du service enseignement et petite enfance ;

DÉCIDE :

Article 1

Il est établi une taxe à charge des occupants locaux scolaires communaux à partir du 26 août 2024 et ce jusqu'au 27 août 2029.

Article 2

Les taxes et cautions doivent être payées à la caisse communale avant le début de l'occupation.

Elles s'établissent comme suit:

Art. 2.1. Gymnase ou réfectoire

Occupation occasionnelle :

- Auderghemois : 15€ par tranche de 2 heures entamées
- Non auderghemois : 30€ par tranche de 2 heures entamées

Occupation longue durée (de plus de trois mois) :

- Auderghemois : 10€ pour un forfait de 2 heures à multiplier par le nombre de jours d'occupation
- Non auderghemois : 20€ pour un forfait de 2 heures à multiplier par le nombre de jours d'occupation

Occupation annuelle

- Auderghemois : 360€ pour un forfait de 2 heures hebdomadaires
- Non auderghemois : 720€ pour un forfait de 2 heures hebdomadaires

Toute heure supplémentaire entamée est facturée 50% du tarif horaire correspondant au type d'occupation

Art. 2.2. Autres locaux (salle de réunion, classe, etc.)

Occupation occasionnelle :

- Auderghemois : 10€ par tranche de 2 heures entamées
- Non auderghemois : 20€ par tranche de 2 heures entamées

Occupation longue durée (de plus de trois mois) :

- Auderghemois : 6€ pour un forfait de 2 heures à multiplier par le nombre de jours d'occupation
- Non auderghemois : 12€ pour un forfait de 2 heures à multiplier par le nombre de jours d'occupation

Occupation annuelle

- Auderghemois : 216€ pour un forfait de 2 heures hebdomadaires
- Non auderghemois : 432€ pour un forfait de 2 heures hebdomadaires

Toute heure supplémentaire entamée est facturée 50% du tarif horaire correspondant au type d'occupation

Pour l'application de l'article 2, l'on entend par « Auderghemois » toute personne physique, morale ou groupement sans personnalité juridique qui dispose de son siège social ou d'exploitation sur le territoire de la Commune d'Auderghem ou qui s'engage à établir son activité sur le territoire de la Commune au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné.

L'on entend par « Non Auderghemois » toute personne physique, morale ou groupement sans personnalité juridique qui ne répond pas à la définition reprise ci-dessus.

Les données qui font foi pour l'application du présent paragraphe sont celles publiées sur le site de la

Banque Carrefour des Entreprises.

Article 3

Les autorisations d'occupation sont accordées par le Collège des Bourgmestre et Échevins suivant les conditions fixées par cette assemblée.

Les occupants bénéficiaires de l'autorisation qu'ils soient personnes physiques ou morales ou groupements sans personnalité juridique ne peuvent en aucun cas céder gratuitement ou contre rémunération le droit d'occuper les salles à des tiers.

Article 4

Ne sont pas visées par le présent règlement, les occupations de locaux faisant l'objet d'un contrat séparé entre les groupements et l'administration communale.

Article 5

La taxe est due par les occupants, personnes physiques ou morales et/ou groupement sans personnalité juridique.

Belasting reglement voor het gebruik van gemeentelijke schoolvoorzieningen - Goedkeuring van het nieuw reglement

De Raad

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder op artikel 117, lid 1 en artikel 118, lid 1;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de noodzaak voor de gemeente om een belasting te heffen om inkomsten te genereren voor de uitoefening van haar openbare diensten;

Gelet op het bijgevoegde verklarende verslag:

Op voordracht van de dienst onderwijs en kinderopvang;

BESLIST :

Artikel 1

Van 26 augustus 2024 tot en met 27 augustus 2029 wordt een belasting ingesteld ten laste van bezitters van gemeentelijke schoolruimten.

Artikel 2

Heffingen en waarborgen moeten vóór de aanvang van de bezetting in de gemeentekas worden gestort.

Het gaat om de volgende bedragen:

Art. 2.1. Gymzaal of refter

Occasioneel gebruik :

- Oudergemnaar : 15€ per begonnen 2 uur
- Niet-Oudergemnaar : € 30 per begonnen blok van 2 uur

Langdurig gebruik (meer dan drie maanden) :

- Oudergemnaar : € 10 voor een forfaitair bedrag van 2 uur, vermenigvuldigd met het aantal bezette dagen
- Niet-Oudergemnaar : € 20 voor een vast bedrag van 2 uur, vermenigvuldigd met het aantal bezette dagen.

Jaarlijkse bezetting

- Oudergemnaar: € 360 voor 2 uur per week
- Niet-Oudergemnaar: €720 voor een vast tarief van 2 uur per week

Elk bijkomend begonnen uur wordt aangerekend aan 50% van het uurtarief dat overeenstemt met het type bezetting.

Art. 2.2. Andere lokalen (vergaderzaal, klaslokaal, enz.)

Occasioneel gebruik :

- Oudergemnaar: 10€ per begonnen 2 uur
- Niet-Oudergemnaar: € 20 per begonnen blok van 2 uur

Langdurige bezetting (meer dan drie maanden):

- Oudergemnaar: 6€ voor een vast tarief van 2 uur, vermenigvuldigd met het aantal dagen bezetting
- Niet-Oudergemnaar: € 12 voor een vast tarief van 2 uur, vermenigvuldigd met het aantal dagen bezetting.

Jaarlijks gebruik

- Oudergemnaar: 216€ voor een weekforfait van 2 uur
- Niet-Oudergemnaar : €432 voor een vast tarief van 2 uur per week

Elk bijkomend begonnen uur wordt aangerekend aan 50% van het uurtarief dat overeenstemt met het type bezetting.

Voor de toepassing van artikel 2 wordt onder "Oudergemnaar" verstaan: elke natuurlijke persoon, rechtspersoon of groepering zonder rechtspersoonlijkheid die zijn maatschappelijke zetel of vestiging heeft op het grondgebied van de gemeente Oudergem of die zich ertoe verbindt om zich uiterlijk op 31 december van het betrokken belastingjaar op het grondgebied van de gemeente Oudergem te vestigen.

Onder "niet-Oudergemnaar" verstaat men elke natuurlijke persoon, rechtspersoon of groep zonder rechtspersoonlijkheid die niet aan de bovenstaande definitie voldoet.

De betrouwbare gegevens voor de toepassing van deze paragraaf zijn de gegevens die gepubliceerd zijn op de website van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Artikel 3

Bewoningsvergunningen worden door het college van burgemeester en schepenen verleend overeenkomstig de door deze assemblee vastgestelde voorwaarden.

De gebruikers van de vergunning, ongeacht of het natuurlijke personen, rechtspersonen of groepen zonder rechtspersoonlijkheid betreft, mogen het recht om de ruimten te betrekken in geen geval aan derden overdragen, noch gratis, noch tegen betaling.

Artikel 4

Dit reglement is niet van toepassing op de bezetting van lokalen die het voorwerp uitmaken van een afzonderlijke overeenkomst tussen de betrokken groeperingen en het gemeentebestuur.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de bewoners, zowel natuurlijke personen als rechtspersonen en/of groepen zonder rechtspersoonlijkheid.

4 annexes / 4 bijlagen

VERSLAG AAN DE RAAD_NL.docx, Tableau comparatif règlement occupation locaux scolaires.docx, RAPPORT AU CONSEIL_FR.docx, Comparaison+tarifs+occupations+23-24+et+24-25.pdf

Bibliothèque - Bibliotheek

- 9 **Avenant à l'accord de coopération relatif à l'application d'une réglementation régionale unifiée dans toutes les bibliothèques publiques de langue néerlandaise de la Région de Bruxelles-Capitale.**

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117

DECIDE ;

Goedkeuring addendum overeenkomst eengemaakt regioreglement van alle Nederlandstalige openbare Bibliotheken in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD,
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;
BESLUIT :
de bepalingen van de overeenkomst goed te keuren

4 annexes / 4 bijlagen

Addendum overeenkomst regioreglement.pdf, Regioreglement-Brusselse-Bibliotheken_gecoördineerde-versie_v2024mmdd_embargo.pdf, Vertaling FR addendum overeenkomst regioreglement.pdf, INDIVIDUAL_NOTIFICATION_nl_65424.pdf

10 **Convention entre la Ville de Bruxelles en tant que pouvoir organisateur de la Bibliothèque publique Centrale pour la Région de Bruxelles-Capitale et les bibliothèques publiques de la Commune d'Auderghem portant sur les services fournis et les frais d'utilisation ceux-ci pour un an.**

LE CONSEIL,
Considérant la dite convention en annexe 3 ;
Considérant la Bibliothèque publique Centrale pour la Région de Bruxelles-Capitale centrale mandatée pour :

- Établir des conventions d'adhésion avec les bibliothèques locales de la Région ;
- Percevoir le paiement des redevances dues par les bibliothèques locales de la Région.

Attendu que la Bibliothèque publique Centrale pour la Région de Bruxelles-Capitale centrale a pour mission de fournir des services aux bibliothèques locales tels que :

- L'accès à son CCBI (catalogue collectif des bibliothèques informatisé) ;
- L'accès aux fonctionnalités de son SIGB (système intégré de gestion de bibliothèques) ;

Attendu que les bibliothèques d'Auderghem sont déjà affiliées au CCBI ;

Attendu que cette affiliation entraîne obligatoirement l'utilisation du SIGB (BGM) actuellement en place sous la direction de l'I-CITY dans le cadre d'une convention signée avec la Ville de Bruxelles en date du 01/04/1996 ;

Considérant les services fournis par la Bibliothèque publique Centrale aux bibliothèques locales repris dans l'annexe 2 ;

Considérant les frais d'utilisation d'un montant 4.280,06€ pour un an repris dans l'annexe 1 et 4.

DÉCIDE

D'adhérer à la Convention entre la Ville de Bruxelles en tant que pouvoir organisateur de la Bibliothèque publique Centrale pour la Région de Bruxelles-Capitale et les bibliothèques publiques de la Commune d'Auderghem portant sur les services fournis et les frais d'utilisation de ceux-ci pour un an.

Overeenkomst tussen de Stad Brussel als organiserend vermogen van de Centrale Openbare Bibliotheek van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de openbare bibliotheken van de gemeente Oudergem betreffende de dienstverlening en de tarieven voor het gebruik gedurende één jaar.

De Raad,
Gezien de bovengenoemde overeenkomst in bijlage 3 ;
Gezien de Centrale Openbare Bibliotheek voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gemandateerd

om :

- Het innen van betalingen die verschuldigd zijn door de plaatselijke bibliotheken van het Gewest ;
- Lidmaatschapsovereenkomsten op te stellen met de lokale bibliotheken van het Gewest;

Overwegende dat Centrale Openbare Bibliotheek voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot taak heeft diensten te verlenen aan plaatselijke bibliotheken zoals :

- Toegang tot haar CCBI (geautomatiseerde bibliotheekcatalogus) ;
- Toegang tot de functies van haar SIGB (geïntegreerd bibliotheekbeheersysteem).

Overwegende dat de bibliotheken van Oudergem al aangesloten zijn bij de CCBI ;

Overwegende dat deze aansluiting verplicht tot het gebruik van het SIGB (BGM) dat momenteel wordt beheerd door I-CITY in het kader van een overeenkomst ondertekend met de Stad Brussel op 01/04/1996 ;

Gezien de diensten van de Centrale Openbare Bibliotheek aan de lokale bibliotheken opgesomd in bijlage 2 ;

Gezien de gebruikersvergoedingen van € 4.280,06 voor één jaar zoals opgenomen in bijlage 1 en 4.

BESLUIT

Zich te houden aan de overeenkomst tussen de Stad Brussel, als organiserende overheid van de Centrale Openbare Bibliotheek voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en de openbare bibliotheken van de gemeente Oudergem betreffende de dienstverlening en de kosten.

4 annexes / 4 bijlagen

Annexe 3 convention.pdf, Annexe 2 services inclus dans l'affiliation.pdf, Annexe 4 facture.pdf, Annexe 1 frais utilisation pour un an.pdf

Enseignement - Formation - Onderwijs - vorming

11 ENSEIGNEMENT COMMUNAL - Nouveau règlement d'ordre intérieur de la COPALOC

LE CONSEIL

Vu le décret du 6 juin 1994 du Gouvernement de la Communauté Française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné qui prévoit la création d'une Commission paritaire locale ;

Considérant que la dernière version du Règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire locale d'Auderghem date de mai 2007 ;

Considérant que cette version du Règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire locale est désuète et exige par exemple l'envoi des convocations par voie postale uniquement ;

Considérant la demande des syndicats de revoir le Règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire locale;

Considérant qu'un groupe de travail, réunissant le chef du service Enseignement et des représentants des trois délégations syndicales, s'est attelé à la rédaction d'un nouveau Règlement d'ordre intérieur en juin 2024 ;

Considérant que le nouveau Règlement d'ordre intérieur a été approuvé à l'unanimité par la Commission paritaire locale, en sa séance du 29 juin 2024 ;

DECIDE

D'approuver le nouveau Règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire locale

I. COMPOSITION

1.1 La Commission paritaire locale pour l'enseignement communal d'Auderghem se compose de:

- 6 membres représentant le Pouvoir organisateur ;

- 6 membres représentant le personnel.

1.2 Les membres représentant le pouvoir organisateur sont désignés par le Conseil communal parmi :

- Les membres du Conseil communal,
- Le Secrétaire communal ;
- Les responsables administratifs et pédagogiques de l'enseignement.

1.3 L'Échevin de l'Enseignement, est de droit Président de la Commission paritaire locale. Il peut déléguer son mandat à un autre Échevin.

Les membres représentant le Pouvoir organisateur s'adjoignent en surnombre une personne qui assure le secrétariat des réunions de la Commission paritaire locale et désignent la personne qui fera office de secrétaire-adjoint.

1.4 Le chef de service de l'Enseignement ou son remplaçant est chargé de rédiger le procès-verbal des réunions.

1.5 Les membres représentant le personnel désignent en leur sein, le vice-président de la Commission.

1.6 Les membres de la Commission paritaire locale représentant le personnel enseignant appartiennent exclusivement aux trois organisations syndicales reconnues représentatives : C.G.S.P. / S.L.F.P./ C.S.C., dans les proportions négociées entre elles.

Chaque organisation représentative dispose d'un mandat au moins.

Au terme de trois années, une organisation syndicale peut faire la demande d'un recomptage de ses affiliés en vue d'une modification éventuelle de la délégation.

A la date de la création de la Commission paritaire locale, ces proportions sont :

- 3 C.G.S.P.
- 2 S.L.F.P.
- 1 C.S.C.

1.7 Tout membre effectif peut se faire assister de techniciens.

1.8 Seuls les douze membres désignés ont voix délibérative.

II. FONCTIONNEMENT - COMPETENCES

2.1 Les membres de la Commission paritaire locale reçoivent un exemplaire du statut et de tous les documents réglementaires y afférents.

2.2. Les membres de la COPALOC peuvent demander des compléments d'information qui seront fournis dans les plus brefs délais. Ils peuvent également demander à entendre un ou des membres du personnel ou leur(s) représentant(s) avant de prendre toute décision relative aux primo-recrutements.

2.3 Conformément aux décrets et arrêtés en vigueur (voir tableau du CECP annexé au présent règlement), la Commission paritaire locale :

Décide de toute modification :

- a. à la réglementation relative aux conditions de travail, en ce compris la sécurité, l'hygiène et l'embellissement des locaux ;
 - b. aux dispositions statutaires propres au personnel de l'enseignement officiel subventionné ;
- Prévient et concilie tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre le Pouvoir organisateur et les membres de son personnel relevant du présent décret ;
 - Examine, sur demande de l'agent concerné, le bien-fondé de l'existence d'une incompatibilité avec la qualité de membre du personnel de l'enseignement communal ;
 - Fixe les règles selon lesquelles la liste des emplois vacants est communiquée aux membres du personnel concernés en vue d'une désignation ;
 - Détermine dans quelles conditions les agents non subventionnés rémunérés sur les fonds propres du Pouvoir organisateur peuvent obtenir des emplois ;
 - Détermine dans quelles conditions les agents sous statut précaire avant le 01.01.1995 valident auprès du Pouvoir organisateur leur ancienneté de service ;
 - Etablit la forme de l'appel qui permet d'accéder à un emploi de sélection ou de promotion ;
 - Règle la manière dont devront se faire les mutations et changements d'affectation du personnel

nommé à titre définitif ;

- Etablit les jours d'ouverture des établissements, les jours de congé et, le cas échéant, les prestations non prévues dans l'horaire normal du personnel subsidié dans le respect de la réglementation en la matière ;
- Fixe les heures d'ouverture et de fermeture de l'école dans le respect des dispositions réglementaires ;
- Examine et vérifie l'utilisation des normes d'encadrement, (capital-période - N.T.P.P. notamment), des établissements du Pouvoir organisateur ;
- Gère les heures du fonds de solidarité ;
- Vérifie le bien-fondé et la conformité aux règles en la matière de mise en disponibilité et de réaffectation ;
- Fixe les règles complémentaires en matière de reprise des membres du personnel d'un établissement d'un autre Pouvoir organisateur ;
- Pour le surplus des compétences de la Commission paritaire locale, il convient de se référer au décret, aux arrêtés d'application et aux circulaires traitant des compétences des commissions paritaires locales ; tout différend de compétence devant être porté, si besoin en est, devant la commission paritaire sectorielle et/ou centrale.

III. CONVOCATIONS

3.1 Les convocations signées par le Président sont envoyées au plus tard 10 jours ouvrables avant la réunion par envoi électronique aux membres de la Copaloc et par envoi postal aux sièges des trois organisations syndicales.

3.2 Les convocations contiennent les date, heure et lieu de la réunion, l'ordre du jour ainsi que la documentation nécessaire fournie soit par le Pouvoir organisateur soit par les organisations syndicales.

3.3 En cas d'urgence ou de procédure demandant une réponse dans des délais rapprochés, la commission peut être convoquée dans les trois jours ouvrables, selon les modalités fixées au point 3.1.

3.4 Les différents points de l'ordre du jour sont fixés soit d'initiative par le Président, soit sur demande de la délégation du Pouvoir organisateur ou d'une des délégations syndicales.

3.5 Le Président ne peut refuser d'inscrire à l'ordre du jour un point demandé par une des parties visées au point 3.4.

3.6 Un point d'urgence peut être exceptionnellement introduit en séance, moyennant l'accord de la commission, tel que défini à l'article 96 du décret. Si la prise en compte immédiate de ce point n'est pas acceptée, le Président convoque une nouvelle réunion dans la semaine qui suit avec ce seul point à l'ordre du jour.

3.7 La période de vacances scolaires est suspensive des délais sauf procédure d'urgence.

IV. MODE DE SCRUTIN

4.1 Scrutin

4.1.1 PREMIER TOUR :

Pour qu'une décision soit prise valablement, il est impératif que :

- Chaque délégation soit représentée par la majorité de ses membres soit, au minimum, la moitié plus un, c'est-à-dire 4 membres au moins lorsque la délégation en comporte 6 ;
- La décision soit prise à l'unanimité.

4.1.2 SECOND TOUR :

L'unanimité ou le quorum n'ayant pu être atteint au premier tour, une nouvelle réunion doit avoir lieu dans les 15 jours calendrier.

Les décisions et/ou avis sont pris valablement si elles/ils recueillent deux tiers des suffrages exprimés dans chacune des délégations.

Pour ce second tour, aucun quorum n'est requis.

4.2 Tout vote concernant des personnes se fait au scrutin secret.

Si aucun accord n'intervient, l'objet sera présenté devant la commission paritaire sectorielle et/ou centrale.

V. DEROULEMENT DES REUNIONS

5.1 Les réunions se tiennent durant les jours ouvrables en dehors des congés et des vacances scolaires;

elles se tiennent en principe durant les heures normales de service.

Sur demande de la délégation du Pouvoir organisateur ou d'une des délégations syndicales, le Président accorde des interruptions de séance ou un report des discussions pouvant aller jusqu'à trois jours.

5.2 Le secrétariat établit un procès-verbal qui est envoyé à tous les membres de la commission et des organisations syndicales dans les quinze jours ouvrables qui suivent la réunion.

Le procès-verbal est approuvé lors de la réunion suivante.

5.3 Le procès-verbal approuvé est diffusé par le pouvoir organisateur auprès des membres du personnel dans les 15 jours qui suivent son approbation

5.4 Les réunions ne sont pas publiques et se tiennent dans les locaux de l'Administration communale.

5.5 L'avis des membres de la Copaloc peut être demandé électroniquement en cas d'urgence. La décision officielle devra être prise lors de la réunion de la Copaloc suivante.

Les organisations syndicales peuvent demander que le point pour lequel un avis est sollicité soit non pas traité électroniquement mais inscrit à l'ordre du jour d'une réunion de la Copaloc.

VI. SITUATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION

6.1 Les dispositions de la loi sur les accidents de travail et sur le chemin du travail sont applicables aux membres de la commission ainsi qu'aux "techniciens".

6.2 Le supérieur hiérarchique de chacun des membres de la délégation locale sera averti de la date de la réunion par le chef du service Enseignement.

6.3 La commission paritaire de l'enseignement communal d'Auderghem établit son siège à l'Hôtel communal, rue Emile Idiers n° 12 à 1160 Bruxelles.

VII. DIVERSES MESURES

7.1 Ce règlement d'ordre intérieur est adopté lors de la séance de la Commission paritaire locale du 27 juin 2024. Il entre en application après approbation par le Conseil communal.

GEMEENTELIJK ONDERWIJS - Nieuwe huishoudelijk reglement van de COPALOC

DE RAAD

Gelet op het besluit van 6 juni 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel in het officieel gesubsidieerd onderwijs, dat voorziet in de oprichting van een Commission paritaire locale;

Gezien dat de laatste versie van het huishoudelijk reglement van de Commission paritaire locale van Oudergem dateert van mei 2007;

Gezien dat deze versie van het huishoudelijk reglement van het Commission paritaire locale verouderd is en bijvoorbeeld voorschrijft dat de oproepingen voor de vergaderingen enkel per post mogen worden verzonden;

Gelet op het verzoek van de vakbonden om het reglement van orde van het Commission paritaire locale te herzien;

Gezien dat een werkgroep, bestaande uit het hoofd van de Dienst Onderwijs en vertegenwoordigers van de drie vakbondsdelegaties, in juni 2024 is begonnen met het opstellen van een nieuw reglement van orde

Gezien dat het nieuwe reglement van orde unaniem is goedgekeurd door het Commission paritaire locale op zijn vergadering van 29 juni 2024;

BESLUIT

Het nieuwe reglement van orde van het Commission paritaire locale goed te keuren

I. SAMENSTELLING

1.1 Het Lokaal Paritair Comité voor het gemeentelijk onderwijs in Oudergem is samengesteld uit:

- 6 vertegenwoordigers van de inrichtende macht;
- 6 vertegenwoordigers van het personeel.

1.2 De vertegenwoordigers van de inrichtende macht worden benoemd door de gemeenteraad uit:

- De leden van de gemeenteraad;
- De gemeentesecretaris;

- De administratieve en pedagogische verantwoordelijken van de school.

1.3 De schepen van Onderwijs is van rechtswege voorzitter van het lokaal paritair comité. Hij kan zijn mandaat delegeren aan een andere schepen.

De vertegenwoordigers van de inrichtende macht wijzen een extra persoon aan die het secretariaat waarneemt van de vergaderingen van het lokaal paritair comité en wijzen de persoon aan die optreedt als adjunct-secretaris.

1.4 Het diensthoofd Onderwijs of zijn plaatsvervanger is verantwoordelijk voor het notuleren van de vergaderingen.

1.5 De vertegenwoordigers van het personeel benoemen uit hun midden de vicevoorzitter van het comité.

1.6 De leden van het lokaal paritair comité die het onderwijzend personeel vertegenwoordigen, behoren uitsluitend tot de drie erkende representatieve vakbondsorganisaties: ACOD / VSOA / ACV, in de verhouding die door hen onderling is overeengekomen.

Elke representatieve organisatie heeft minstens één mandaat.

Na drie jaar kan een vakbondsorganisatie een hertelling van de aangeslotenen aanvragen met het oog op een mogelijke wijziging van de delegatie.

Op de datum van oprichting van het lokaal paritair comité zijn de verhoudingen als volgt:

- 3 ACOD
- 2 VSOA
- 1 ACV

1.7 Elk werkend lid kan zich laten bijstaan door technici.

1.8 Alleen de twaalf benoemde leden hebben stemrecht.

II. WERKING - BEVOEGDHEDEN

2.1 De leden van het lokaal paritair comité ontvangen een exemplaar van het statuut en alle daarmee verband houdende regelgevende documenten.

2.2. De leden van het LOPACO kunnen aanvullende informatie vragen die dan binnen de kortste termijnen bezorgd dient te worden. Ze kunnen ook vragen om een of meer personeelsleden of hun vertegenwoordiger(s) te horen voordat ze een beslissing nemen met betrekking tot nieuwe aanwervingen.

2.3 Overeenkomstig de geldende decreten en besluiten (zie de tabel van de CECF in bijlage bij dit reglement), zal het Lokaal Paritair Comité:

- aan de reglementering met betrekking tot arbeidsvoorwaarden, waaronder veiligheid, hygiëne en de verfraaiing van gebouwen;
 - aan specifieke statutaire bepalingen voor personeel in het gesubsidieerd officieel onderwijs:
- Voorkomt en beslecht elk geschil dat zou ontstaan of zou zijn ontstaan tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die onder dit decreet vallen;
 - Onderzoekt op verzoek van het betrokken personeelslid de gegrondheid van het bestaan van een onverenigbaarheid met de hoedanigheid als lid van het gemeentelijk onderwijspersoneel;
 - Bepaalt de regels voor de mededeling van de lijst van vacatures aan de betrokken personeelsleden met het oog op hun aanstelling;
 - Bepaalt onder welke voorwaarden de niet-gesubsidieerde personeelsleden, die uit de eigen middelen van de inrichtende macht worden betaald, een betrekking kunnen krijgen;
 - Bepaalt de voorwaarden waaronder personeelsleden die voor 01.01.1995 een nepstatuut hadden hun dienstanciënniteit bij de inrichtende macht kunnen valideren;
 - Stelt de vorm van de oproep op die toegang geeft tot een selectie- of bevorderingsbetrekking;
 - Regelt de manier waarop de mutaties en de wijzigingen van affectatie van het vastbenoemde personeel moeten gebeuren;
 - Bepaalt de openingsdagen van de vestigingen, de vrije dagen en, in voorkomend geval, de diensten die niet tot de normale werktijden van gesubsidieerd personeel behoren, in

overeenstemming met de relevante regelgeving;

- Stelt de openings- en sluitingstijden van de school vast in overeenstemming met de verordenende bepalingen;
- Onderzoekt en controleert het gebruik van omkaderingsnormen (vooral lestijdenpakket - totale aantal lestijden) in de vestigingen van de inrichtende macht;
- Beheert de uren van het solidariteitsfonds;
- Controleert of ontslagen en wedertewerkstellingen gerechtvaardigd zijn en voldoen aan de relevante regels;
- Stelt aanvullende regels vast voor de overname van personeelsleden van een vestiging van een andere inrichtende macht;
- Voor de rest van de bevoegdheden van het lokaal paritair comité wordt verwezen naar het decreet, de toepassingsbesluiten en de omzendbrieven die de bevoegdheden van de lokale paritaire comités regelen; elk geschil over bevoegdheden wordt zo nodig doorverwezen naar het sectoraal en/of centraal paritair comité.

III. OPROEPINGEN

3.1 De oproepingen, ondertekend door de voorzitter, worden uiterlijk 10 werkdagen voor de vergadering per e-mail naar de leden van het LoPaCo verstuurd en per post naar de hoofdkantoren van de drie vakbondsorganisaties.

3.2 De oproepingen bevatten de datum, het tijdstip en de plaats van de vergadering, de agenda en de benodigde documentatie die door de inrichtende macht of door de vakbondsorganisaties is verstrekt.

3.3 Bij nood of bij een procedure die een snelle reactie vereist, kan het comité binnen drie werkdagen bijeengeroepen worden volgens de in punt 3.1 beschreven procedure.

3.4 De verschillende agendapunten worden vastgesteld op initiatief van de voorzitter of op verzoek van de delegatie van de inrichtende macht of een van de vakbondsdelegaties.

3.5 De voorzitter kan niet weigeren een punt op de agenda te plaatsen dat door een van de in punt 3.4 genoemde partijen is aangevraagd.

3.6 Bij wijze van uitzondering kan, met instemming van het comité, een spoedeisend punt op de agenda van een vergadering worden geplaatst, zoals bepaald in artikel 96 van het decreet. Als dat punt niet onmiddellijk kan worden besproken, belegt de voorzitter in de week die volgt een nieuwe vergadering met alleen dat punt op de agenda.

3.7 De schoolvakantieperiode schort de deadlines op, uitgezonderd de noodprocedure.

IV. STEMSTEL

4.1 Stemming

4.1.1 EERSTE RONDE:

Opdat een beslissing op een geldige wijze genomen zou kunnen worden, is het absoluut verplicht dat:

- Elke delegatie is vertegenwoordigd door een meerderheid van haar leden, dat wil zeggen minstens de helft plus één, dus minstens 4 leden wanneer de delegatie 6 leden telt;
- De beslissing unaniem is.

4.1.2 TWEEDE RONDE

Wanneer in de eerste ronde geen eenparigheid wordt bereikt of het quorum niet aanwezig is, moet binnen de 15 dagen een nieuwe vergadering worden georganiseerd.

De beslissingen en/of adviezen worden op een geldige wijze genomen wanneer ze twee derde van de stemmen weten te behalen in elk van de delegaties.

Voor deze tweede ronde is geen enkel quorum vereist.

4.2 Alle stemmingen over personen zijn geheim.

Als er geen overeenstemming wordt bereikt, wordt de zaak doorverwezen naar het sectorale en/of centrale paritair comité.

V. VERLOOP VAN DE VERGADERINGEN

5.1 Vergaderingen worden gehouden op werkdagen buiten schoolvakanties en feestdagen; ze vinden normaal gesproken plaats tijdens normale werktijden.

Op verzoek van de delegatie van de inrichtende macht of een van de vakbondsdelegaties onderbreekt de voorzitter de vergadering of worden de besprekingen maximaal drie dagen uitgesteld.

5.2 Het secretariaat stelt notulen op die binnen vijftien werkdagen na de vergadering naar alle leden van het comité en de vakbondsorganisaties worden gestuurd.

De notulen worden goedgekeurd tijdens de volgende vergadering.

5.3 De inrichtende macht verspreidt de goedgekeurde notulen binnen 15 dagen na goedkeuring onder de personeelsleden.

5.4 De vergaderingen zijn niet openbaar en vinden plaats in de gebouwen van het gemeentebestuur.

5.5 Bij spoed kan het advies van de LoPaCo-leden elektronisch worden gevraagd. De officiële beslissing moet worden genomen tijdens de volgende LoPaCo-vergadering.

De vakbondsorganisaties kunnen verzoeken om het punt waarover advies wordt gevraagd niet elektronisch te behandelen, maar op de agenda van een LoPaCo-vergadering te plaatsen.

VI. STATUS VAN DE LEDEN VAN HET COMITÉ

6.1 De bepalingen van de wet inzake arbeidsongevallen en ongevallen op de weg naar het werk zijn van toepassing op de leden van het comité en op de 'technici'.

6.2 De hiërarchische meerdere van elk lid van de lokale delegatie wordt door het hoofd van de dienst Onderwijs op de hoogte gesteld van de datum van de vergadering.

6.3 Het paritair comité voor het gemeentelijk onderwijs van Oudergem heeft zijn zetel in het gemeentehuis, Emile Idiersstraat 12, 1160 Brussel.

VII. DIVERSE MAATREGELEN

7.1 Dit huishoudelijk reglement werd aangenomen tijdens de vergadering van het lokaal paritair comité op 27 juni 2024. Het wordt van kracht na goedkeuring door de gemeenteraad.

2 annexes / 2 bijlagen

Comparaison ancien et nouveau ROI COPALOC.docx, 20240926 - ROI COPALOC Auderghem.docx

12 ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - Pool local de remplacement - Année scolaire 2024-2025 : Convention de partenariat entre la Commune de Woluwe-Saint-Pierre (pouvoir organisateur porteur) et les Communes d'Auderghem et de Watermael-Boitsfort (pouvoirs organisateurs partenaires) - Ratification.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 1er décembre 2022 instituant un dispositif expérimental créant un pool local de remplacement pour l'année scolaire 2024-2025 et contenant des mesures diverses en vue de lutter contre la pénurie d'enseignants, tel que modifié le 17 avril 2024, prévoit l'octroi de périodes complémentaires aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement primaire ordinaire des zones de Bruxelles et de Hainaut Sud pour l'année scolaire 2024-2025, afin de leur permettre de constituer un pool local de remplacement.

Considérant que notre Pouvoir Organisateur se voit octroyer 9 périodes pour ce pool remplacement en vue de recruter un enseignant pour des remplacements de courte durée;

Attendu que le décret susmentionné spécifie : « Un pouvoir organisateur qui n'obtient pas 24 périodes « pool » ne peut pas activer seul le dispositif puisqu'il ne peut pas créer un emploi d'instituteur primaire à prestations complètes. Il ne peut bénéficier du dispositif que s'il conclut une convention de partenariat avec un/des autre(s) pouvoir(s) organisateur(s);

Attendu que les communes de Watermael-Boitsfort et de Woluwe-Saint-Pierre se sont vues octroyer respectivement 7 périodes et 9 périodes « pool de remplacement » et qu'elles ont le souhait de mener une collaboration avec notre PO pour bénéficier d'un équivalent temps plein;

Attendu que cette collaboration doit faire l'objet d'une convention sur base d'un modèle type fourni par la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Attendu que les différents services communaux concernés ont complétés ladite convention et fixé des modalités pratiques qui agréent à toutes les parties (dont notamment une répartition dudit temps plein en trois périodes fixées par avance);

Attendu que les représentants syndicaux ont accepté à l'unanimité ladite convention;

DECIDE

D'approuver l'accord sur la convention de partenariat 2024-2025 entre les pouvoirs organisateurs d'Auderghem, Watermael-Boitsfort et Woluwe-Saint-Pierre, en vue de la création d'un "Pool local de

remplacement" permettant de recruter un enseignant subventionné pour des remplacements de courte durée dans les trois communes concernées.

La présente délibération ainsi que la convention seront transmises aux parties intéressées.

BASISONDERWIJS - Lokale vervangingspool - Schooljaar 2024-2025:

Partnerschapsovereenkomst tussen de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe (leidende organiserende overheid) en de Gemeenten Oudergem en Watermaal-Bosvoorde (partners organiserende overheden) - Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 1 december 2022 tot instelling van een experimentele regeling voor de vorming van een lokale pool van vervangers voor het schooljaar 2024-2025 en houdende diverse maatregelen ter bestrijding van het lerarentekort, zoals gewijzigd op 17 april 2024, voorziet in de toekenning van bijkomende termijnen aan de inrichtende machten van het gewoon lager onderwijs van de zones Brussel en Zuid Henegouwen voor het schooljaar 2024-2025, teneinde hen in staat te stellen een lokale pool van vervangers op te richten.

Overwegende dat ons organiserend gezag voor deze vervangingspool 9 periodes heeft gekregen om een leraar aan te werven voor vervangingen op korte termijn;

Het voornoemde decreet preciseert: "Een organiserende overheid die geen 24 "poolperiodes" verkrijgt, kan het systeem niet alleen activeren, aangezien zij geen baan van leraar in het lager onderwijs met volledige voordelen kan creëren. Zij kan alleen van de regeling profiteren als zij een partnerschapsovereenkomst sluit met een of meer andere organiserende instanties;

Overwegende dat aan de gemeenten Watermaal-Bosvoorde en Sint-Pieters-Woluwe respectievelijk 7 en 9 "vervangingspool"-periodes zijn toegekend en dat zij met onze PO wensen samen te werken om van een voltijds equivalent te kunnen profiteren;

Voor deze samenwerking moet een overeenkomst worden gesloten op basis van een door de "Fédération Wallonie-Bruxelles" verstrekt standaardmodel;

Overwegende dat de verschillende betrokken gemeentelijke diensten de genoemde overeenkomst hebben aangevuld en praktische regelingen hebben getroffen die voor alle partijen aanvaardbaar zijn (waaronder met name een verdeling van het genoemde voltijdsequivalent in drie vooraf vastgestelde periodes);

De vakbondsvertegenwoordigers hebben deze overeenkomst unaniem aanvaard;

BESLUIT

De partnerschapsovereenkomst 2024-2025 goedkeuren tussen de organiserende overheden van Oudergem, Watermaal-Bosvoorde en Sint-Pieters-Woluwe bekrachtigen, met het oog op de oprichting van een "lokale vervangingspool" die de aanwerving van een gesubsidieerde leerkracht voor kortetermijnvervangingen in de drie betrokken gemeenten mogelijk maakt.

Deze beraadslaging en het akkoord zullen aan de betrokken partijen worden toegezonden.

3 annexes / 3 bijlagen

PO 1271_Periodes Pool 2024-2025.pdf, calendrier scolaire 2024 2025.pdf, Convention pool remplacement.pdf

13 INSTITUT AUDERGHEMOIS DE PROMOTION SOCIALE - Ratification de la convention de partenariat portant sur la mise à disposition du logiciel GPS lié à la gestion de l'Enseignement de Promotion Sociale entre la Province de Hainaut et la Commune d'Auderghem et convention de traitement des données à caractère personnel.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège du 16 juillet 2024 #002/16.07.2024/B/0030# portant sur la signature de la convention de partenariat portant sur la mise à disposition du logiciel GPS lié à la gestion de l'Enseignement de Promotion Sociale entre la Province de Hainaut et la Commune d'Auderghem et de la convention de traitement des données à caractère personnel;

Considérant que l'Institut Auderghemois de Promotion Sociale (IAPS) utilise actuellement le logiciel

GIPS (du CPEONS) pour la gestion de Promotion Sociale mais que celle-ci devient obsolète;
 Attendu que la Province du Hainaut a développé un logiciel GPS pour la gestion de Promotion Sociale;
 Attendu que cette base de données, directement liée aux web-services de la Fédération Wallonie-Bruxelles - auxquelles les écoles devront obligatoirement se connecter dès la rentrée - est actualisée conformément à toutes les dernières circulaires qui organisent l'enseignement de promotion sociale. Selon Monsieur Alain Duriau, directeur de l'Institut Auderghemois de Promotion Sociale, ça sera un outil précieux pour le pilotage de l'Institut.
 Actuellement l'IAPS rétribue actuellement le CPEONS pour l'utilisation de GIPS, sous forme de cession de périodes de cours, de l'ordre de 0,5 à 0,8% de sa dotation.
 Le mode de rétribution de la Province est identique, basé pour la première année sur 1% de la dotation de l'école, soit 60 périodes, ce qui est assez minime en regard du nombre de formations organisées.
 La Province du Hainaut ne demande pas de participation financière.
 Pour les années suivantes, une fois que plusieurs autres écoles communales auront rejoint GPS, le coût annuel de périodes par école devrait diminuer.
 Cette décision est ratifiée par le Conseil Communal pour plusieurs raisons (voir mail en annexe de Monsieur Alain DURIAU, directeur) :

- La Fédération Wallonie-Bruxelles oblige, sous peine de sanctions sous forme de perte de dotation, à partir de l'année scolaire 2024-2025, les écoles de Promotion sociale à transmettre les inscriptions de leurs étudiants de façon électronique. Ceci a pour conséquence de rendre obsolète à partir des inscriptions de septembre 2024, le logiciel, développé en interne à l'Institut Auderghemois de Promotion Sociale depuis 2010, que l'école utilise jusqu'à présent. En effet, l'école doit pouvoir faire suivre toutes une série de données pédagogiques pour chaque étudiant à la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce qui n'est possible qu'avec un logiciel adapté. Et il n'y a que deux logiciels pour les écoles du réseau CPEONS : GIPS et GPS. GIPS est lui même une base de données Access, en fin de vie et ne sera plus soutenu par le CPEONS pour l'avenir. Il reste donc GPS, qui est développé par la province pour ses écoles de promotion sociale mais qui est en phase d'ouverture à d'autres écoles, communales. A terme, GPS sera utilisé par l'ensemble des écoles CPEONS.
- Ce logiciel concerne la gestion des étudiants, pour lesquels, pour des raisons de suivi par la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'école doit transmettre toute une série de données statistiques et pédagogiques, comme l'obligatoire le fait depuis quelques années.
- Si l'utilisation de GPS ne se fait pas à la rentrée scolaire, 26 août 2024, l'école devra revenir à son ancien logiciel et ne pourra rien transmettre via les Webservices de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce qui pénaliserait fortement la dotation à venir de l'école et les subventions de la commune.
- La décision de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour ce changement a été prise fin avril et oblige l'école à adapter les procédures très rapidement.

DECIDE :

- de ratifier la signature de la convention de partenariat portant sur la mise à disposition du logiciel GPS lié à la gestion de l'Enseignement de Promotion Sociale entre la Province de Hainaut et la Commune d'Auderghem;
- et de ratifier la signature la convention de traitement des données à caractère personnel.

"INSTITUT AUDERGHEMOIS DE PROMOTION SOCIALE" - Bekrachtiging van de overeenkomst tussen de Provincie Henegouwen en de gemeente Oudergem over de levering van GPS-software voor het beheer van sociaal onderwijs en overeenkomst over de verwerking van persoonsgegevens.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van het College van 16 juli 2024 #002/16.07.2024/B/0030# betreffende de ondertekening van de partnerschapsovereenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van GPS-

software voor het beheer van het Onderricht Sociale Promotie tussen de Provincie Henegouwen en de Gemeente Oudergem en de overeenkomst voor de verwerking van persoonsgegevens; Overwegende dat het Institut Auderghemois de Promotion Sociale (IAPS) momenteel de GIPS-software (van CPEONS) gebruikt voor het beheer van Sociale Promotie, maar dat deze verouderd raakt; Overwegende dat de provincie Henegouwen GPS-software heeft ontwikkeld voor het beheer van sociale promotie;

Overwegende dat deze database, die rechtstreeks gekoppeld is aan de webdiensten van de Fédération Wallonie-Bruxelles - waarop de scholen zich vanaf het begin van het schooljaar moeten aansluiten - geactualiseerd wordt volgens de laatste circulaires over het onderwijs in sociale promotie. Volgens Alain Duriau, directeur van het Institut Auderghemois de Promotion Sociale, zal dit een waardevol instrument zijn voor het beheer van het instituut.

Het IAPS betaalt het CPEONS momenteel voor het gebruik van GIPS, in de vorm van een overdracht van cursusperiodes, voor een bedrag tussen 0,5% en 0,8% van zijn budget.

De vergoedingsmethode van de provincie is identiek en is voor het eerste jaar gebaseerd op 1% van het budget van de school, of 60 periodes, wat vrij minimaal is gezien het aantal cursussen dat wordt georganiseerd.

De provincie Henegouwen vraagt geen financiële bijdrage.

In de volgende jaren, wanneer verschillende andere lokale scholen zich bij GPS hebben aangesloten, zouden de jaarlijkse kosten van de periodes per school moeten dalen.

Deze beslissing is om verschillende redenen bekrachtigd door de gemeenteraad (zie bijgevoegde e-mail van Alain DURIAU, directeur):

- Vanaf het academiejaar 2024-2025 verplicht de Federatie Wallonië-Brussel de scholen voor sociale promotie om de inschrijvingen van hun leerlingen elektronisch te versturen, op straffe van sancties in de vorm van het verlies van financiering. Als gevolg hiervan zal de software die gebruikt wordt door het Institut Auderghemois de Promotion Sociale en die sinds 2010 intern ontwikkeld wordt, verouderd zijn vanaf de inschrijvingen van september 2024. De school moet een hele reeks onderwijsgegevens van elke leerling kunnen doorsturen naar de Fédération Wallonie-Bruxelles, wat alleen mogelijk is met geschikte software. En er zijn maar twee softwarepakketten voor scholen in het CPEONS-netwerk: GIPS en GPS. GIPS zelf is een Access-database, die aan het einde van zijn levensduur is en in de toekomst niet meer door CPEONS zal worden ondersteund. Wat overblijft is GPS, dat door de provincie is ontwikkeld voor haar scholen voor sociale promotie, maar dat momenteel wordt uitgebreid naar andere lokale scholen. Uiteindelijk zal GPS door alle CPEONS-scholen worden gebruikt.
- Deze software heeft betrekking op het beheer van de leerlingen waarvoor de school, omwille van de controle door de Fédération Wallonie-Bruxelles, een hele reeks statistische en pedagogische gegevens moet doorsturen, zoals ze al jaren verplicht is te doen.
- Als de GPS niet wordt gebruikt voor de start van het nieuwe schooljaar op 26 augustus 2024, zal de school moeten terugkeren naar de oude software en niets meer kunnen doorsturen via de webservices van de Federatie Wallonië-Brussel, wat een zware klap zou betekenen voor de toekomstige financiering en subsidies van de gemeente.
- De beslissing van de Federatie Wallonië-Brussel om deze verandering door te voeren werd eind april genomen en betekent dat de school haar procedures zeer snel zal moeten aanpassen.

BESLUIT :

- de ondertekening te bekrachtigen van de partnerschapsovereenkomst tussen de Provincie Henegouwen en de gemeente Oudergem met betrekking tot de levering van GPS-software voor het beheer van het onderwijs voor sociale promotie;
- en de ondertekening van de overeenkomst voor de verwerking van persoonsgegevens te bekrachtigen.

3 annexes / 3 bijlagen

Mail Duriau - Convention GPS - explications.pdf, Convention - GPS - Traitement de données.pdf,

14 Mise à jour des règlements d'ordre intérieur des quatre centres scolaires communaux et du règlement des études

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi Communale, notamment l'article 117;

Attendu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (M.B. 23/09/1997),

Attendu le décret du 21/11/2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire (M.B. 03/04/2014),

Attendu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23/11/1998 relatif à la fréquentation scolaire (M.B. 04/03/1999)

Attendu la circulaire 2327 : Dispositions communes en matière de faits graves devant figurer dans le règlement d'ordre intérieur de chaque établissement d'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française (parue le 02-06-2008)

Considérant le modèle de Règlement d'Ordre Intérieur (repris ci-après sous l'acronyme ROI) mis à jour en juin 2023 par le Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (repris ci-après sous l'acronyme CECP) en accord avec les prescrits légaux de la Fédération Wallonie-Bruxelles (reprise ci-après sous l'acronyme FWB) et qui nous a été soumis pour base de travail,

Considérant le modèle de Règlement des études mis à jour en septembre 2023 par le CECP en accord avec les prescrits légaux de la FWB et qui nous a été soumis pour base de travail,

Considérant que le service Enseignement, les directions d'école et leurs équipes pédagogiques et éducatives ont amendés ledit modèle du CECP pour reprendre les valeurs et réalités de terrain propres à notre Pouvoir Organisateur et à nos centres scolaires,

Considérant que lesdits ROI et Règlement des études ont été soumis et acceptés en Conseil de Participation dans les écoles,

Considérant que lesdits ROI et Règlement des études seront soumis en Commission Paritaire Locale (reprise ci-après sous l'abréviation de COPALOC) en bonne et due forme en date du 27 juin 2024,

Considérant que la COPALOC n'a qu'un pouvoir consultatif en cette matière,

Considérant qu'il serait opportun pour offrir la meilleure visibilité à tous les acteurs impliqués (familles, élèves, accueillants, enseignants,...) que lesdits règlements entrent en vigueur en début d'année scolaire,

DÉCIDE

- d'approuver les quatre règlements d'ordre intérieur proposés en annexe pour chacun des centres scolaires communaux
- d'approuver le règlement des études proposé en annexe pour l'ensemble des centres scolaires communaux

Bijwerken van het huishoudelijk reglement van de vier gemeentelijke scholencentra en het studiereglement

DE RAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet, en met name op artikel 117;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren om deze te verwezenlijken (M.B. 23/09/1997),

Gelet op het decreet van 21/11/2013 houdende de organisatie van verschillende schoolprogramma's ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, het schoolbehoud, de preventie van geweld op school en de ondersteuning van de schoolloopbaanbegeleiding (M.B. 03/04/2014),

Overwegende het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23/11/1998 betreffende het schoolbezoek (M.B. 04/03/1999)

Gelet op omzendbrief 2327: Gemeenschappelijke bepalingen met betrekking tot ernstige materies die moeten worden opgenomen in het huishoudelijk reglement van elke onderwijsinstelling gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap (gepubliceerd op 02-06-2008)

Gelet op het model van huishoudelijk reglement (hierna ROI genoemd) dat in juni 2023 werd geactualiseerd door de Onderwijsraad van de gemeenten en provincies (hierna CECP genoemd) overeenkomstig de wettelijke vereisten van de Federatie Wallonië-Brussel (hierna FWB genoemd) en dat ons als werkbasis werd voorgelegd,

Gelet op het model van studiereglement dat in september 2023 door het CECP werd geactualiseerd overeenkomstig de wettelijke vereisten van de FWB en dat ons als werkbasis werd overgemaakt,

Gezien het model van het schoolreglement dat in september 2023 door het CECP werd geactualiseerd in overeenstemming met de wettelijke vereisten van de FWB en dat ons werd voorgelegd als basis voor ons werk,

Overwegende dat het Departement Onderwijs, de schooldirecteuren en hun pedagogische en educatieve teams het genoemde CECP-model hebben aangepast om rekening te houden met de waarden en realiteiten ter plaatse die specifiek zijn voor ons Organiserend Gezag en onze schoolcentra,

Overwegende dat het genoemde ROI en studiereglement zijn voorgelegd aan en aanvaard door de Medezeggenschapsraad in de scholen,

Overwegende dat voornoemde ROI en studiereglement op 27 juni 2024 in aangepaste vorm zullen worden voorgelegd aan het Paritair Plaatselijk Comité (hierna COPALOC genoemd),

Overwegende dat COPALOC in dezen slechts een raadgevende bevoegdheid heeft,

Overwegende dat het, om alle betrokkenen (gezinnen, leerlingen, verzorgers, leerkrachten, enz.) een zo goed mogelijke zichtbaarheid te bieden, aangewezen is dat het genoemde reglement in werking treedt bij het begin van het schooljaar,

BESLUIT

- de vier in de bijlage voorgestelde interne reglementen voor elk van de gemeentelijke centra goed te keuren
- het in de bijlage voorgestelde studiereglement voor alle gemeentelijke centra goed te keuren

5 annexes / 5 bijlagen

ROI - Les Marronniers 2024.pdf, ROI - Souverain 2024.pdf, Règlement des études Auderghem 2024.pdf, ROI Pré des Agneaux 2024.pdf, ROI - Blankedelle 2024.pdf

Urbanisme - Stedenbouw

15 Mission relative à la performance énergétique du bâtiment - subsidiation - renouvellement de la convention de subside pour le traitement des agents préposés

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant ce qui suit :

Dans le cadre d'une nouvelle réglementation européenne adaptée au droit bruxellois portant sur les économies d'énergie dans les bâtiments (la « PEB »), l'IBGE a proposé en 2008 aux communes bruxelloises d'engager un agent spécifiquement chargé de la mission du suivi des volets PEB, volets dorénavant joints aux demandes de Permis d'Urbanisme ;

Une première convention portant sur une subvention à 100 % du traitement de l'agent chargé de la mission, sur la description de sa mission ainsi que sur les conditions de subvention a été signée entre notre administration et l'IBGE en janvier 2009 ;

Le renouvellement pour les années 2010 à 2023 de cette convention de mission et de subsidiation ont été soumis à l'approbation de votre Conseil respectivement en date du 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016, 29/06/2017, 29/06/2018, 17/06/2019, 24/09/2020, 30/09/2021, 29/09/2022 et 28/09/2023 ;

Une nouvelle convention est proposée pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024 à l'approbation du Conseil Communal.

DECIDE:

- de marquer son accord sur le renouvellement de la convention, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante et portant sur la subsidiation ainsi que la mission de suivi des volets PEB joints aux demandes de Permis d'Urbanisme ;

La présente délibération sera transmise, sous la forme d'un bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles Capitale en charge des Pouvoirs locaux et, en double exemplaire, à la Ministre de l'Environnement et à Bruxelles Environnement.

Opdracht betreffende de energie prestatie van het gebouw - subsidiëring overeenkomst - hernieuwing van de subsidie-overeenkomst voor het loon van de aagestelde beampten

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117;

Overwegende wat volgt:

In het kader van de nieuwe Europese wetgeving aangepast aan het Brussels recht inzake de energiebesparing in gebouwen (de "EPB"), heeft het BIM in 2008 aan de Brusselse gemeenten voorgesteld om een medewerker aan te werven die specifiek gelast is met het opvolgen van de EPB-formulieren, die voortaan bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd dienen te worden ;

Een eerste overeenkomst die een subsidie van 100% voorziet van de wedde van de medewerker belast met deze taak, en waarin de beschrijving van zijn opdracht evenals de subsidievoorwaarden opgenomen zijn, werd ondertekend tussen ons gemeentebestuur en het BIM in januari 2009 ;

De hernieuwing voor 2010 tot en met 2023 van deze overeenkomst inzake de opdracht en de subsidiëring werd ter goedkeuring voorgelegd aan uw Raad op 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016, 29/06/2017, 29/06/2018, 27/06/2019, 24/09/2020, 30/09/2021, 29/09/2022 en 28/09/2023 ;

Een nieuwe overeenkomst is nu voor de periode van 01/01/2024 tot en met 31/12/2024 aan de Raad ter goedkeuring voorgelegd.

BESLIST :

- Om zijn goedkeuring te verlenen aan de vernieuwing van de overeenkomst die het aanhangsel vormt van de huidige beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, en die betrekking heeft op het opvolgen van de EPB-formulieren die bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd worden ;

Onderhavige beraadslaging zal in de vorm van een beknopt verslag overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen en, in dubbel exemplaar, aan de Minister van Leefmilieu en aan Leefmilieu Brussel.

2 annexes / 2 bijlagen

CONT_2024_Auderghem_PEB.pdf, 20240606_MailBE_Convention.pdf

Environnement - Leefmilieu

16 Mission relative au Renforcement PAC (Plan action climat) : approbation de l'avenant à la

convention

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la délibération du 22/12/22 du Conseil communal relative à l'approbation de la convention entre Bruxelles Environnement et la commune d'Auderghem visant le renforcement du Plan d'actions Climat communal (#002/22.12.2022/A/0022#) ;

Considérant ce qui suit :

La convention initiale établie entre Bruxelles Environnement et la commune d'Auderghem prévoit un subventionnement à hauteur de 130.000€ (+13.000 à charge de la commune) pour l'engagement du poste de « Coordinateur Plan Climat », pour une durée de deux ans, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2024 ;

Ce poste est occupé par un agent depuis le 01/01/2023 ;

Étant donné le départ en congé de maternité de cet agent durant la période subsidiée, il a été décidé en concertation avec Bruxelles Environnement de prolonger la période subsidiée d'une période de 6 mois, soit jusqu'au 30 juin 2025. Ce délai permettra à la coordinatrice de poursuivre sa mission à son retour de congé de maternité (prévu pour le 03/03/2025), pour une période équivalente à celui-ci (15 semaines).

DÉCIDE:

- d'approuver l'avenant à convention, portant la référence SUB/2022/AC_Auderghem/APcom/RenforcementPAC, joint à la présente délibération ;
- de charger le service Environnement de transmettre l'avenant à la convention signé à Bruxelles Environnement ;
- de charger le Secrétaire communal et la Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

Opdracht met betrekking tot de versterking van KAP (klimaatactieplan): goedkeuring van de wijziging van de overeenkomst

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 117;

Gezien de beraadslaging van 22/12/22 van de Gemeenteraad met betrekking tot de goedkeuring van de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente Oudergem betreffende de versterking van het Gemeentelijk Klimaatactieplan (#002/22.12.2022/A/0022#);

Overwegende het volgende:

De oorspronkelijke overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente Oudergem voorziet in een subsidie van 130.000 € (+ 13.000 € ten laste van de gemeente) voor de aanstelling van de "Klimaatplan Coördinator" voor een periode van twee jaar, van 01/01/2023 tot 31/12/2024;

Deze functie wordt sinds 01/01/2023 uitgeoefend door een agent ;

Gezien het moederschapsverlof van dit agent gedurende de gesubsidieerde periode, werd in overleg met Leefmilieu Brussel besloten de gesubsidieerde periode met 6 maanden te verlengen, tot 30 juni 2025. Deze verlenging stelt de coördinator in staat om haar taak voort te zetten na haar terugkeer van moederschapsverlof (voorzien op 03/03/2025) voor een periode die overeenkomt met de duur van het verlof (15 weken).

BESLIST :

- om het aanhangsel bij de overeenkomst, met referentie SUB/2022/AC_Auderghem/APcom/RenforcementPAC, dat bij deze beraadslaging is gevoegd, goed te keuren ;
- om dienst Leefmilieu opdracht te geven het ondertekende aanhangsel bij de overeenkomst aan Leefmilieu Brussel over te maken ;
- om Gemeentesecretaris en de Burgemeester te belasten met de uitvoering van dit besluit.

Population - Etat civil - Bevolking - Burgerlijke stand

17 **Élections communales du 13 octobre 2024 - Convention de prêt du matériel nécessaire à l'utilisation de l'application ADELE dans les bureaux de vote. - Approbation de la convention, délégation de signature et présentation pour ratification au Conseil communal.**

Le Conseil,

Vu l'article 14, alinéa 3, et l'article 61, alinéa 3, du Nouveau Code électoral communal bruxellois;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2024 relatif à la liste électronique et centralisée des électeurs;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 2024 déterminant les modalités de fonctionnement de la liste électronique et centralisée pour la liste des électeurs ;

Vu l'accord de la Région de Bruxelles-Capitale avec la société NRB concernant le projet Adele pour la construction d'un système de pointage électronique des électeurs et la création électronique des procès-verbaux et des formulaires dans les bureaux de vote;

Vu le courrier de Bruxelles Pouvoir Locaux reçu le 20 juin 2024 contenant la convention de prêt du matériel nécessaire à l'utilisation d'Adele dans les bureaux de vote;

Considérant que le matériel prêté par Bruxelles Pouvoirs Locaux est nécessaire et obligatoire pour pouvoir utiliser le nouveau système de pointage électronique dénommé « Adele » dans les 26 bureaux de vote de la commune, lors des élections communales du 13 octobre 2024,

Décide,

d'approuver la convention de prêt du matériel nécessaire à l'utilisation d'Adele dans les bureaux de vote.

Gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 - Overeenkomst van bruikleen voor het materiaal nodig voor het gebruik van ADELE in de stembureaus. Goedkeuring van de overeenkomst, delegatie van ondertekening en voorlegging aan de gemeenteraad ter bekrachtiging.

De Raad,

Gelet op artikel 14, derde lid, en artikel 16, derde lid, van het Nieuw Brussels Gemeentelijk Kieswetboek;

Gelet op het besluit van 25 april 2024 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de elektronische en gecentraliseerde kiezerslijst;

Gelet op het Ministerieel besluit van 16 juli 2024 tot vaststelling van de werkwijze voor de elektronische en gecentraliseerde kiezerslijst;

Gelet op de overeenkomst van het Gewest met de firma NRB betreffende het project Adele, voor de bouw van een systeem voor elektronische aanstipping van kiezers en elektronisch aanmaakt van proces-verbaal en formulieren in het Stembureau;

Gelet op de op 20 juni 2024 ontvangen brief van Brussel Plaatselijke Besturen met de overeenkomst van bruikleen voor het materiaal nodig voor het gebruik van Adele in de stembureaus;

Overwegende dat het materiaal dat wordt uitgeleend door Brussel Plaatselijke Besturen nodig en verplicht is om het nieuwe elektronische stelsysteem "Adele" te kunnen gebruiken in de 26 stembureaus in de gemeente, tijdens de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024,

Beslist,

De overeenkomst van bruikleen voor het materiaal nodig voor het gebruik van Adele in de stembureaus goed te keuren.

Bien-être animal - Dierenwelzijn

18 Modification du règlement communal relatif à l'octroi des primes « Vétochèques » pour animaux domestiques

Le CONSEIL,

- Vu la Nouvelle loi Communale, notamment l'article 117 ;
- Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, notamment les articles 92 à 95 ;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 juin 2006 relatif à l'engagement comptable, à la liquidation et au contrôle des engagements et des liquidations, notamment l'article 6 §1er ;
- Vu la demande de subvention relative au label « Commune amie des animaux » pour l'année 2024, introduite le 31/05/2024 à Bruxelles Environnement (**cf. formulaire de demande de subside en annexe**) ;

Considérant ce qui suit :

- Dans une zone métropolitaine telle que la Région de Bruxelles-Capitale, il est dans l'intérêt de tous de faire cohabiter l'homme et les animaux en parfaite harmonie. Les animaux ont un rôle social qui n'est plus à démentir dans notre société. La Région de Bruxelles-Capitale entend dès lors soutenir les projets communaux favorables au bien-être animal.
- L'instauration d'une prime pour la stérilisation des chats domestiques vise à contribuer au bien-être animal par la diminution de leur trop importante reproduction. La surpopulation mène en effet au mauvais traitement et à l'abandon de nombreux chats que les refuges ne peuvent recueillir faute de place ou de moyen. Depuis 2018, en région bruxelloise, tous les chats domestiques doivent être stérilisés entre l'âge de 2 et 6 mois.
- L'instauration d'une prime pour le puçage des chats et des chiens domestiques vise à contribuer au bien-être animal par la diminution de la perte des animaux domestiques par leur maître, et le risque d'abandon. Cela a également pour but de limiter l'engorgement des refuges avec des animaux perdus, qu'ils ne peuvent pas tous accueillir faute de place et de moyen. En région bruxelloise, depuis 1998, tous les chiens domestiques doivent être identifiés et enregistrés avant d'avoir 8 semaines, et depuis le 1er mars 2023, tous les chats domestiques doivent être identifiés avant d'avoir 12 semaines.
- L'instauration d'une prime pour la consultation vétérinaire des animaux de compagnie permet d'augmenter le suivi de la santé de l'animal, et permettant au vétérinaire de pouvoir détecter rapidement certaines maladies contagieuses, mais également faire de la prévention contre certaines maladies évitables, via les vaccins notamment.
- L'instauration d'une prime « conseil pré-acquisition » pour une consultation préalable à l'acquisition d'un animal chez un vétérinaire ou comportementaliste permet aux futurs propriétaires de s'assurer qu'ils sont prêts à répondre aux exigences de l'animal envisagé et à offrir un environnement adapté à son bien-être. L'objectif est de diminuer le nombre d'animaux abandonnés et placés en refuge.
- Un subside d'un montant total de 11.000€ a été demandé à Bruxelles Environnement en date du 31/05/2024, dont 8.000€ seront dédiés à l'octroi de primes (primes pour la stérilisation : 4.000€ et "chèques vétérinaires" (pour les autres catégories de primes) : 4.000€).
- Le budget de 6.000€ est prévu à l'article budgétaire en recette 879/46548 (Contribution des autres pouvoirs publics à des fins spécifiques) et à l'article en dépense 879/33101 (Subsides

vétochèques) pour l'exercice budgétaire 2024. Les montants de ces articles seront à adapter en fonction de la subvention qui sera octroyée par Bruxelles Environnement.

- La présente modification du règlement vise à :
 - Anticiper l'octroi du nouveau subside BEA 2024 (pour l'année 2024-2025). La modification du règlement permettra de procéder rapidement à l'octroi des primes (dont certaines demandes sont déjà en attente) dès la confirmation de l'obtention du subside 2024 de Bruxelles Environnement ;
 - Augmenter le nombre maximum de demandes de primes à 5 primes/an par ménage (précédemment 3 primes/an) afin de permettre aux personnes possédant plusieurs animaux d'en bénéficier davantage ;
 - Offrir une nouvelle catégorie de prime : la prime "conseil pré-acquisition", dont la définition est précisée dans le règlement ;
 - Ajouter, dans les conditions d'octroi, l'obligation de fournir la preuve de l'identification des chats et des chiens et de la stérilisation des chats. Cette étape permet de vérifier que la législation en vigueur est bien respectée.
 - Modifier la définition des revenus globaux du ménage afin d'en exclure les éventuels revenus des enfants (ou autres personnes domiciliées à la même adresse) ne participant pas réellement aux dépenses du ménage. Seuls les revenus des parents du ménage seront désormais pris en compte pour déterminer si le ménage appartient à la catégorie des "faibles revenus" ;
 - Mettre à jour la définition de la catégorie des ménages "faibles revenus" pour refléter les seuils en vigueur en 2024: Revenus globalement imposables inférieurs à 43.000 € (précédemment 35.782,80 €) pour une personne isolée, et inférieurs à 61.025 € (précédemment 50.782,80 €) pour les personnes mariées ou cohabitants légaux, ou toute personne bénéficiant du Revenu d'Intégration Sociale (RIS) du CPAS ou de l'intervention majorée (BIM).";
 - Supprimer la "composition de ménage" des annexes obligatoires à toute demande de prime. La composition du ménage sera désormais vérifiée par le service Bien-être animal sur base du numéro de registre national demandé dans le formulaire de demande de primes.

DÉCIDE:

- d'adopter la modification suivante du règlement communal relatif à l'octroi des primes « vétochèques » pour animaux domestiques : **(cf. version avec marques en annexe)**

Article 1er – Objet

Dans la limite des crédits budgétaires disponibles et aux conditions fixées par le présent règlement communal, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accorder des primes, aussi appelées « vétochèques » aux ménages domiciliés à Auderghem et futurs propriétaires ou propriétaires d'animaux domestiques pour les interventions suivantes :

- La stérilisation des chats domestiques ;
- L'identification des chats/chiens domestiques ;
- Tout autre type de consultation vétérinaire pour le soin des animaux domestiques ;
- La consultation préalable à l'acquisition d'un animal chez un vétérinaire ou comportementaliste (dit « conseil pré-acquisition »).

Article 2 – Notions

Au sens du présent règlement, on entend par :

1. « Stérilisation » : Acte pratiqué par un vétérinaire sur un chat domestique (mâle ou femelle) visant à rendre celui-ci improductif ;
2. « Identification » : Acte pratiqué par un vétérinaire consistant à identifier un chat ou un chien domestique par l'implantation d'une puce électronique au niveau de sa peau ;
3. « Vétérinaire » : médecin-vétérinaire membre de l'Ordre des médecins vétérinaires de Belgique

ayant son siège dans la zone de Bruxelles-Capitale ;

4. « Ménage » : Personne seule ou personnes, unies ou non par des liens familiaux, domiciliées à Auderghem, qui vivent sous le même toit et règlent principalement en commun les questions ménagères (composition de ménage faisant foi) ;
5. « Demandeur » : Personne physique, propriétaire ou détentrice d'un animal domestique, et qui exerce habituellement sur lui une gestion ou une surveillance directe.
6. « Ménage à faibles revenus » : Personne isolée dont les revenus imposables sont inférieurs à 43.000 € - Personnes mariées ou cohabitants légaux dont les revenus imposables totaux sont inférieurs à 61.025 € - Personne bénéficiant du Revenu d'Intégration Sociale (RIS) du CPAS ou bénéficiant d'intervention majorée (BIM). Le montant à prendre en compte est précisé sur l'Avertissement Extrait de Rôle le plus récent. Il s'agit de la somme des revenus imposables globalement et des revenus imposables distinctement.
7. « Personnes mariées ou cohabitants légaux » : Personnes majeures en couple et domiciliées à la même adresse.
8. « Conseil pré-acquisition » : toute visite de consultation préalable à l'acquisition d'un animal effectuée auprès d'un vétérinaire ou comportementaliste, d'une durée d'au moins 30 minutes, visant à obtenir des informations sur les besoins spécifiques, le comportement, les soins requis, ainsi que les coûts associés à la race de l'animal envisagé. Cette consultation permet aux futurs propriétaires de s'assurer qu'ils sont prêts à répondre aux exigences de l'animal envisagé et à offrir un environnement adapté à son bien-être.
9. « Comportementaliste » : Personne physique ou morale ayant une activité assujettie à la TVA ou disposant de l'ACACED (Attestation de Connaissances des Animaux de Compagnie des Espèces Domestiques) ou d'un certificat de formation adéquate prouvant ses compétences.

Article 3 – Bénéficiaire

La prime pour l'identification, la prime pour la stérilisation, et la prime « conseil pré-acquisition » sont octroyées à toute personne physique majeure qui est domiciliée sur le territoire de la Commune d'Auderghem et qui a payé le prix de l'identification et/ou de la stérilisation de l'animal dont elle est propriétaire et/ou de la consultation chez un vétérinaire ou comportementaliste préalablement à l'acquisition d'un animal.

La prime pour la consultation vétérinaire des animaux de compagnie est octroyée à toute personne physique majeure appartenant à la catégorie des « faibles revenus » qui est domiciliée sur le territoire de la Commune d'Auderghem et qui a payé le prix de la consultation vétérinaire et/ou de la vaccination de l'animal ou des animaux dont elle est propriétaire.

Article 4 - Montant alloué

Le montant de la prime communale pour la stérilisation est fixé à 50,00 EUR pour les chats domestiques mâles et à 75,00 EUR pour les chats domestiques femelles.

Le montant de la prime communale pour l'identification est fixé à 25,00 EUR par intervention pour les chats et chiens domestiques (mâles ou femelles).

Le montant de la prime communale pour tout autre type de consultation vétérinaire sur tous les animaux domestiques (mâles ou femelles) est fixé à 25,00 EUR par consultation.

Le montant de la prime communale « conseil pré-acquisition » pour la consultation chez un vétérinaire ou comportementaliste préalablement à l'acquisition d'un animal est fixé à 35,00 EUR par consultation.

Le montant de la prime ne pourra excéder 100% du montant de la facture du vétérinaire.

Un maximum de cinq primes pourra être octroyé par année calendrier et par ménage domicilié sur le territoire de la commune d'Auderghem (sur base de la composition de ménage), chacune de celles-ci étant liée à une prestation vétérinaire décrite sur le formulaire de demande -soit stérilisation, soit identification, soit autre consultation.

Le maximum de primes cité à l'alinéa précédent vaut, peu importe le nombre d'animaux domestiques concernés. Les primes doivent concerner des animaux appartenant au ménage qui souhaite en bénéficier.

Article 5 – Procédure

Sous peine d'irrecevabilité, la demande de prime doit être introduite à l'aide du formulaire unique ad

hoc, dûment signé et complété par le responsable.
Il doit être accompagné :

- De l'attestation de soin originale signée par le vétérinaire ayant pratiqué l'intervention ;
- De la facture (note d'honoraires) originale émise par le vétérinaire ayant pratiqué l'intervention ;
- Dans le cas d'une demande de prime concernant un chat ou un chien, de la preuve de l'identification de l'animal (certificat de puçage ou copie de la page adéquate du carnet de vaccination) ;
- Dans le cas d'une demande de prime concernant un chat (mâle ou femelle), de la preuve de la stérilisation du chat ;
- Dans le cas d'une demande de prime pour une consultation vétérinaire pour le soin des animaux domestiques, d'une copie du dernier Avertissement-Extrait de Rôle du ménage le plus récent délivré par le SPF Finances, précisant les revenus, assujetti ou non à l'impôt belge des personnes physiques* (prouvant la catégorie de revenus à laquelle appartient le demandeur) ;
- Dans le cas d'une demande de prime pour une vaccination, une copie de la page adéquate du carnet de vaccination.

La demande de prime doit être introduite par e-mail à l'adresse animaux@auderghem.brussels ou à l'adresse suivante : Administration communale d'Auderghem – Service Environnement, Rue Emile Idiers, 12-14, 1160 Auderghem.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins détermine la date d'échéance pour l'introduction des demandes de prime.

Article 6 – Critères d'attribution

Dans l'hypothèse où le nombre de demandes excède le budget disponible, les demandes seront traitées selon la date de leur dépôt jusqu'à épuisement du budget.

Article 7 – Liquidation

Suite à la décision d'octroi du Collège des Bourgmestre et échevins, la prime est versée au demandeur sur le numéro de compte mentionné par ce dernier dans le formulaire visé à l'article 5.

Article 8 – Remboursement

Le demandeur ayant bénéficié de la prime est tenu de rembourser l'intégralité de celle-ci à l'administration communale en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse déposée dans le seul but d'obtenir indûment ladite prime.

Article 9 – Contestations

La décision refusant l'octroi d'une prime communale peut faire l'objet d'une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins.

La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et sous peine de déchéance, dans un délai d'un mois prenant cours lors de la notification de la décision de refus.

Wijziging van het gemeentelijk reglement voor de toekenning van premies "Dierenartscheques" voor huisdieren

De RAAD,

- Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;
- Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, inzonderheid de artikelen 92 tot 95;
- Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 juni 2006 inzake de boekhoudkundige vastlegging, de vereffening en de controle op de vastleggingen en de vereffeningen, meer bepaald artikel 6 §1;
- Gelet op de subsidieaanvraag met betrekking tot het label "Diervriendelijke gemeente" voor het jaar 2024 die op 31/05/2024 werd ingediend bij Leefmilieu Brussel (cf. bijgevoegd formulier van subsidieaanvraag);

Overwegende wat volgt:

- In een grootstedelijk gebied zoals het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is het in het belang van allen dat mens en dier in perfecte harmonie kunnen samenleven. Dieren vervullen in onze samenleving een sociale rol die niet meer te ontkennen valt. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ondersteunt daarom gemeentelijke projecten die bevorderlijk zijn voor het welzijn van dieren.
- De invoering van een premie om huiskatten te steriliseren heeft tot doel bij te dragen tot dierenwelzijn door hun al te grote reproductie te beperken. Overbevolking leidt immers tot mishandeling en het achterlaten van vele katten die niet terecht kunnen in het asiel wegens gebrek aan plaats of middelen. Sinds 2018 bestaat in het Brussels Gewest de verplichting om alle huiskatten te laten steriliseren tussen de leeftijd van 2 en 6 maanden.
- De invoering van een premie om bij huiskatten en -honden een chip aan te brengen heeft als doel het dierenwelzijn te vergroten door het verlies van huisdieren door hun baasje te beperken en het risico te verkleinen dat huisdieren door hun baasje worden achtergelaten. Een ander doel bestaat erin de al te grote toestroom van verloren dieren in de asielen te beperken, daar die asielen hoe dan ook niet alle dieren kunnen opvangen door een gebrek aan plaats en middelen. Sinds 1998 moeten alle huishonden in het Brussels Gewest worden geïdentificeerd en geregistreerd voor ze 8 weken oud zijn; sinds 1 maart 2023 moeten alle huiskatten worden geïdentificeerd voor ze 12 weken oud zijn.
- De invoering van een premie om met een gezelschapsdier naar de dierenarts te gaan laat toe de opvolging van de gezondheid van het dier te verbeteren door het voor de dierenarts mogelijk te maken bepaalde besmettelijke ziekten snel op het spoor te komen alsook bepaalde vermijdbare ziekten te voorkomen door de dieren meer bepaald te vaccineren.
- De invoering van een premie voor "advies voorafgaand aan de aankoop", voor een consultatie voorafgaand aan de aankoop van een dier bij een dierenarts of dierengedragkundige, maakt het voor de toekomstige eigenaars mogelijk zich ervan te vergewissen of ze wel degelijk bereid zijn om tegemoet te komen aan de noden van het dier dat ze graag willen kopen en om te zorgen voor een omgeving die aangepast is aan het welzijn van het dier. Het doel bestaat erin het aantal dieren te verminderen dat wordt achtergelaten en naar een asiel wordt gebracht.
- Op 31/05/2024 werd een subsidie voor een totaal bedrag van € 11.000 gevraagd aan Leefmilieu Brussel; daarvan zal een bedrag van € 8.000 bestemd zijn voor de toekenning van premies (premie voor sterilisatie: € 4.000 en "dierenartscheques" (voor de andere premiecategorieën): € 4.000).
- Het budget van € 6.000 wordt opgenomen in begrotingsartikel van de ontvangsten 879/46548 (Andere specifieke bijdragen van andere overheidsinstellingen) en in begrotingsartikel van de uitgaven 879/33101 (Subsidies voor dierenartscheques) voor het begrotingsjaar 2024. De bedragen van deze artikelen moeten worden aangepast in functie van de subsidie die Leefmilieu Brussel zal toekennen.
- Deze wijziging van het reglement heeft als doel:
 - Te anticiperen op de toekenning van de nieuwe subsidie DWZ 2024 (voor het jaar 2024-2025). De reglementswijziging zal toelaten om de premies snel toe te kennen (sommige premies zijn al aangevraagd) zodra Leefmilieu Brussel zal bevestigen dat het de subsidie 2024 toekent;
 - Het maximum aantal premieaanvragen verhogen tot 5 premies/jaar per huishouden (voorheen 3 premies/jaar) om het voor personen met meerdere huisdieren mogelijk te maken in grotere mate gebruik te maken van de regeling;
 - Een nieuwe categorie van premies aanbieden: de premie "advies voorafgaand aan de aankoop", die nader wordt gedefinieerd in het reglement;
 - Aan de toekenningsvoorwaarden de verplichting toevoegen om het bewijs van de identificatie van de katten en honden alsook van de sterilisatie van de katten te leveren. Deze stap laat toe te verifiëren dat de geldende wetgeving naar behoren in acht wordt genomen.
 - De definitie van globaal inkomen van het huishouden wijzigen om de eventuele

- inkomsten van de kinderen (of van andere personen die op hetzelfde adres zijn gedomicilieerd) uit te sluiten, daar zij niet werkelijk deelnemen aan de uitgaven van het huishouden. Voortaan zal er enkel rekening worden gehouden met de inkomsten van de ouders om te bepalen of het huishouden behoort tot de categorie "laag inkomen";
- De definitie van de categorie van huishoudens met "laag inkomen" bijwerken in functie van de drempels die in 2024 van toepassing zijn: Gezamenlijk belastbaar inkomen lager dan € 43.000 (voorheen € 35.782,80) voor een alleenstaande en lager dan € 61.025 (voorheen € 50.782,80) voor gehuwden of wettelijk samenwonenden of eender welke persoon die een leefloon (LL) van het OCMW of een verhoogde tegemoetkoming (RVT) krijgt;
 - De "gezinssamenstelling" schrappen uit de verplichte bijlagen bij elke premieaanvraag. De gezinssamenstelling wordt voortaan gecontroleerd door de dienst Dierenwelzijn op basis van het rijksregisternummer dat moet worden ingevuld in het formulier van premieaanvraag.

BESLIST:

- de volgende wijziging aan te nemen van het gemeentelijk reglement voor de toekenning van premies "Dierenartscheques" voor huisdieren: (cf. gemarkeerde versie in de bijlage)

Artikel 1 – Voorwerp

Onder voorbehoud van de beschikbare begrotingskredieten en onder de voorwaarden die vastgelegd worden in onderhavig gemeentelijk reglement, kan het College van Burgemeester en Schepenen een premie toekennen, ook wel ‘dierenartscheques’ genoemd, aan huishoudens die in Oudergem gedomicilieerd zijn en toekomstige eigenaars of eigenaars zijn van huisdieren voor de volgende ingrepen:

- Sterilisatie van gedomesticeerde katten;
- Identificatie van gedomesticeerde katten/honden;
- Ieder ander dierenartsconsult voor de verzorging van huisdieren;
- Consult met een dierenarts of gedragsdeskundige voordat een dier wordt aangekocht(“voorafgaand adviespremie”).

Artikel 2 – Definities

Voor de toepassing van dit reglement gelden de volgende definities:

1. "Sterilisatie": ingreep uitgevoerd door een dierenarts bij een gedomesticeerde kat (mannelijk of vrouwelijk) om het dier onvruchtbaar te maken;
2. "Identificatie": ingreep uitgevoerd door een dierenarts die erin bestaat een gedomesticeerde kat of een hond te identificeren door een elektronische chip te implanteren onder de huid;
3. "Dierenarts": lid van de Orde der Dierenartsen van België dat in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is gevestigd;
4. "Huishouden": een of meerdere personen die al dan niet door familiebanden verbonden zijn, gedomicilieerd zijn in Oudergem, onder hetzelfde dak wonen en hun huishoudelijke aangelegenheden hoofdzakelijk gemeenschappelijk regelen (waarbij de samenstelling van het huishouden geldt als bewijs).
5. "Aanvrager": de natuurlijke persoon, eigenaar of houder van een huisdier, die het gewoonlijk direct begeleidt of toezicht erop uitoefent.
6. “Lage inkomens”: -alleenstaande met een belastbaar inkomen lager dan € 43.000 - gehuwden of wettelijk samenwonenden met een totaal belastbaar inkomen lager dan € 61.025 -iemand die een leefloon van het OCMW of een verhoogde tegemoetkoming krijgt Het in aanmerking te nemen bedrag staat verduidelijkt op het recentste Aanslagbiljet. Het betreft de som van het globaal belastbaar inkomen en het afzonderlijk belastbaar inkomen.
7. “Gehuwden of wettelijk samenwonenden”: volwassenen die als koppel gedomicilieerd zijn op hetzelfde adres.
8. “Voorafgaand adviespremie”: elk bezoek voorafgaand aan de aankoop van een dier bij een

dierenarts of gedragsdeskundige, van ten minste 30 minuten, gericht op het verkrijgen van informatie over de specifieke behoeften, het gedrag en de verzorging die nodig zijn, evenals de kosten die verbonden zijn aan het ras dat wordt overwogen. Dit consult stelt toekomstige eigenaren in staat ervoor te zorgen dat ze voorbereid zijn om aan de behoeften van het dier te voldoen en een omgeving te creëren die geschikt is voor het welzijn van het dier.

9. "Gedragsdeskundige": natuurlijke persoon of rechtspersoon wiens activiteit btw-plichtig is of die houder is van het ACACED of een passend opleidingscertificaat dat zijn vaardigheden bewijst.

Artikel 3 - Begunstigde

De identificatiepremie, de sterilisatiepremie, en de “voorafgaand adviespremie” worden toegekend aan elke meerderjarige natuurlijke persoon die gedomicilieerd is op het grondgebied van de gemeente Oudergem en die de prijs van de identificatie en/of de sterilisatie voor de dieren waar hij de eigenaar van is, en/of het consult bij een dierenarts of gedragsdeskundige voordat een dier wordt aangekocht.

De premie voor het dierenartsconsult van huisdieren wordt toegekend aan elke meerderjarige natuurlijke persoon die behoort tot de “lage-inkomenscategorie”, die gedomicilieerd is op het grondgebied van de gemeente Oudergem en die de prijs heeft betaald van het consult en/of vaccinatie van het dier of de dieren waarvan hij eigenaar is.

Artikel 4 – Toegekend bedrag

Het bedrag van de gemeentelijke premie voor de sterilisatie wordt vastgelegd op 50,00 euro voor mannelijke gedomesticeerde katten en op 75,00 euro voor vrouwelijke gedomesticeerde katten.

Het bedrag van de gemeentelijke premie voor de identificatie wordt vastgelegd op 25,00 euro per interventie voor gedomesticeerde katten en honden (mannelijk of vrouwelijk).

Het bedrag van de gemeentelijke premie voor ieder ander veterinair onderzoek wordt vastgelegd op 25,00 euro per consult voor huisdieren (mannelijk en vrouwelijk).

Het bedrag van de gemeentelijke ‘voorafgaand adviespremie’ voor een consult door een dierenarts of gedragsdeskundige voor de aankoop is vastgesteld op 35,00 euro per consult.

Het bedrag van de premie mag niet hoger liggen dan 100 % van het bedrag van de factuur van de dierenarts. Er worden maximaal vijf premies toegekend per kalenderjaar en per huishouden dat gedomicilieerd is op het grondgebied van Oudergem (op basis van de samenstelling van het huishouden). De premies moeten verband houden met een veterinaire prestatie die beschreven wordt op het aanvraagformulier d.w.z. sterilisatie, identificatie of een ander consult.

Het premiemaximum uit de voorgaande alinea geldt ongeacht het aantal huisdieren waarop de aanvraag betrekking heeft. De premies moeten betrekking hebben op huisdieren die toebehoren aan het huishouden dat de premie wil krijgen.

Artikel 5 – Procedure

Op straffe van onontvankelijkheid moet de aanvraag voor de premie worden ingediend met behulp van het unieke ad-hocformulier dat de verantwoordelijke correct dient in te vullen en te ondertekenen.

Bij het aanvraagformulier horen:

- Het originele certificaat van zorg ondertekend door de dierenarts die de interventie heeft uitgevoerd;
- De originele factuur (honorariumnota) van de dierenarts die de interventie heeft uitgevoerd;
- In het geval van een premieaanvraag voor een gedomesticeerde kat of hond, een bewijs van identificatie van het dier (bewijs van de chip of kopie van de relevante pagina van het vaccinatieboekje);
- In het geval van een premieaanvraag voor een kat (mannelijk of vrouwelijk), een bewijs dat het dier gesteriliseerd is;
- In het geval van een premieaanvraag voor een dierenartsconsult voor huisdierenverzorging, een kopie van het laatste aanslagbiljet van het huishouden afgeleverd door de FOD Financiën, met verduidelijking van de inkomens, al dan niet onderworpen aan de Belgische personenbelasting* (als bewijs van de inkomenscategorie waartoe de aanvrager behoort);
- In het geval van een aanvraag voor een vaccinatiepremie, een kopie van de relevante pagina van het vaccinatieboekje.

De premieaanvraag moet worden ingediend per e-mail naar animaux@auderghem.brussels of op het volgende adres: Gemeentebestuur van Oudergem – Dienst Leefmilieu, Emile Idiersstraat 12-14, 1160 Oudergem.

Het College van Burgemeester en Schepenen bepaalt de uiterste datum voor de indiening van premieaanvragen.

Artikel 6 – Gunningscriterium

Indien het aantal aanvragen het beschikbare budget zou overstijgen, worden de aanvragen behandeld volgens hun indieningsdatum tot het budget is uitgeput.

Artikel 7 – Uitbetaling

Volgend op de beslissing tot toekenning van het College van Burgemeester en Schepenen wordt de premie aan de aanvrager betaald op het rekeningnummer dat deze laatste vermeldt op het formulier zoals bedoeld in artikel 5.

Artikel 8 – Terugbetaling

De aanvrager die een premie heeft ontvangen, is gehouden die premie volledig terug te betalen aan het gemeentebestuur in geval van onjuiste of bedrieglijke aangifte die als enig doel had de genoemde premie op onrechtmatige wijze te verkrijgen.

Artikel 9 – Betwistingen

Tegen de beslissing tot weigering van een gemeentelijke premie kan bezwaar worden aangetekend bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bezwaarschrift moet schriftelijk worden ondertekend en met redenen worden omkleed, op straffe van verval, en moet worden ingediend binnen een termijn van één maand die ingaat vanaf de kennisgeving van de beslissing tot weigering.

3 annexes / 3 bijlagen

Règlement_vétochèques_FR_NL_2024 (avec marques).pdf, Formulaire Label 2024

(FR)_Auderghem2024 signé.pdf, Règlement_vétochèques_FR_NL_2024 (sans marques).pdf

Prévention - Preventie

19 Convention de partenariat "Conception et animation d'un module de formation sur la mise en œuvre de la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales" entre l'administration communale d'Auderghem et l'ERAP / mise à disposition du coordinateur du PasapA - renouvellement.

Le Conseil communal,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'arrêté royal du 28 janvier 2014 établissant les conditions et modalités minimales pour la médiation prévue dans le cadre de la loi relative aux Sanctions administratives communales (SAC) ;

Vu les conventions de partenariat "Conception et animation d'un module de formation sur la mise en œuvre de la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales" de 2019 à 2023 entre l'administration communale d'Auderghem et l'ERAP ;

Vu les évaluations positives des précédentes formations;

Vu la sollicitation de l'Ecole Régionale d'Administration Publique (ERAP) auprès coordinateur du PasapA, en vue de reconduire la convention dudit module à destination des nouveaux médiateurs SAC issus de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région wallonne (durée du module 4h/an – 12 participants au maximum) ;

Considérant l'expertise du service médiation SAC de la zone de Police 5342 – PasapA - en la matière ;

DECIDE :

de marquer son accord sur la convention de partenariat "Conception et animation d'un module de

formation sur la mise en œuvre de la médiation dans le cadre des sanctions administratives communale" entre l'administration communale d'Auderghem et l'ERAP.

Partnerschapsovereenkomst "Ontwerp en uitvoering van een opleidingsmodule over de implementatie van de bemiddeling in de context van gemeentelijke administratieve sancties" tussen het gemeentebestuur van Oudergem en GSOB / terbeschikkingstelling van de PasapA-coördinator - vernieuwing

De gemeenteraad,

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het Koninklijk besluit van 28 januari 2014 houdende de minimumvoorwaarden en modaliteiten voor de bemiddeling in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties (GAS) ;

Gelet op de partnerschapsovereenkomsten "Ontwerp en uitvoering van een opleidingsmodule over de implementatie van de bemiddeling in de context van gemeentelijke administratieve sancties" van 2019 tot 2023 tussen het gemeentebestuur van Oudergem en GSOB;

Gelet op de positieve evaluaties van eerdere opleidingen;

Gelet op het verzoek van de Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur (GSOB) aan de PasapA-coördinator om de overeenkomst voor de bovenvermelde module voor nieuwe SAC-bemiddelaars uit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en the Waals Gewest te verlengen (duur van de module 4 uur/jaar - maximum 12 deelnemers).

Overwegende de expertise van de SAC bemiddelingsdienst van politiezone 5342 - PasapA - in deze zaak.

BESLIST

De partnerschapsovereenkomst voor "Ontwerp en uitvoering van een opleidingsmodule over de implementatie van de bemiddeling in de context van gemeentelijke administratieve sancties" tussen het gemeentebestuur van Oudergem en GSOB goed te keuren.

3 annexes / 3 bijlagen

Convention_SAC_Médiateur_2024.docx, Convention_SAC_Médiateur_2024 NL.docx, SAC - Médiateur FI 2FR (mod 4A) - évaluation 2023.xlsx

Espace Public - Publieke Ruimte

20 Avenant à la Convention relative à la subvention pour la réalisation d'une étude de faisabilité visant le réaménagement de la Place de l'Amitié et ses alentours en vue d'améliorer le score ICU (Îlot de Chaleur Urbain) du quartier (Appel à projets PAC Volet 2 - 2022)

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale,

Vu la Convention entre Bruxelles Environnement et la commune d'Auderghem relative à l'obtention d'un subside en vue de réaliser une étude de faisabilité visant le réaménagement de la Place de l'Amitié et ses alentours en vue d'améliorer le score ICU (Îlot de Chaleur Urbain) du quartier, approuvée en date du 22/12/2022 par le Conseil communal ;

Considérant ce qui suit :

- Tel que défini dans la convention susmentionnée, la commune d'Auderghem disposait d'une période de 2 ans pour finaliser l'étude pour le réaménagement de la place de l'Amitié (Annexe 1), qui devait prendre fin en date du 31/12/2024 ;
- En raison d'un retard concernant la sélection du prestataire pour la réalisation de l'étude, et étant donné les délais régionaux d'obtention des permis d'urbanisme autorisant la réalisation des travaux de réaménagement, il a été décidé en concertation avec Bruxelles Environnement de prolonger la période subsidiée d'une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2025. Ce

délai permettra à la commune de finaliser l'étude en concertation avec le bureau d'étude sélectionné, d'organiser la phase de participation citoyenne prévue dans le projet, ainsi que d'obtenir les permis d'urbanisme nécessaires à la réalisation des travaux futurs ;

DECIDE :

De marquer son accord pour la conclusion d'un avenant relatif à la convention avec Bruxelles Environnement visant le subside pour la réalisation d'une étude de faisabilité visant le réaménagement de la Place de l'Amitié et ses alentours en vue d'améliorer le score ICU (Îlot de Chaleur Urbain) du quartier (PAC-VOLET 2 -2022) ;

Wijziging van de overeenkomst betreffende de subsidie voor een haalbaarheidsstudie voor de heraanleg van de Vrienschapsplein en omgeving met het oog op de verbetering van SHE (Stedelijk Hitte-Eiland) van de wijk (Oproep voor projecten Klimaatactieplan Deel 2 - 2022)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet,

Gelet op de Overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente Oudergem betreffende het verkrijgen van een subsidie met het oog op het uitvoeren van een haalbaarheidsstudie voor de herinrichting van het Vrienschapsplein en de omgeving ervan met het oog op het verbeteren van de SHE-score (Stedelijk Hitte-Eiland) van de wijk, goedgekeurd op 22/12/2022 door de Gemeenteraad; Gezien het volgende:

- Zoals bepaald in de bovenvermelde overeenkomst beschikte de gemeente Oudergem over een termijn van 2 jaar om de studie voor de heraanleg van het Vrienschapsplein (bijlage 1) af te ronden, die op 31/12/2024 zou aflopen;
- Wegens vertraging bij de selectie van de geselecteerde inschrijver die de studie moet uitvoeren en gelet op de gewestelijke termijnen voor het verkrijgen van de stedenbouwkundige vergunning voor de herinrichtingswerkzaamheden, werd in overleg met Leefmilieu Brussel beslist om de gesubsidieerde periode met een jaar te verlengen tot 31 december 2025. Deze periode zal de gemeente toelaten om de studie af te ronden in overleg met het geselecteerde studiebureau, om de inspraakfase te organiseren die voorzien is in het project en om de stedenbouwkundige vergunning te verkrijgen die nodig is om de toekomstige werken uit te voeren;

BESLUIT:

Om in te stemmen met de sluiting van een wijziging van de overeenkomst met Leefmilieu Brussel betreffende de subsidie voor een haalbaarheidsstudie voor de herinrichting van het Vrienschapsplein en de omgeving ervan, met het oog op de verbetering van de SHE-score (Stedelijk Hitte-Eiland) van de wijk (Oproep voor projecten Klimaatactieplan Deel 2 – 2022).

21 Prolongation des baux échus des bâtiments occupés par la commune à Rouge-Cloître

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 232 ;

Vu la nécessité de prolonger les baux échus dans l'attente de rédiger un seul bail à une unique échéance pour l'ensemble des bâtiments occupés par la commune d'Auderghem et en y incluant le corps de logis de la ferme qui sera mis à notre disposition après restauration par Bruxelles-Synergie, ce qui ne peut se concrétiser que lorsqu'un nouveau Gouvernement sera en place en Région de Bruxelles-Capitale ;

DÉCIDE :

D'approuver l'avenant prolongeant les baux en cours pour les bâtiments occupés par la commune à Rouge-Cloître ;

De charger la Bourgmestre et le Secrétaire communal de sa signature.

Verlenging van verlopen huurcontracten voor de door gemeente gebruikte gebouwen in het Rood Klooster

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 232 ;

Overwegende de noodzaak om verlopen huurcontracten te verlengen in afwachting van het opstellen van één enkel huurcontract met één enkele vervaldatum voor alle gebouwen die door de gemeente Oudergem worden bewoond, inclusief het hoofdgebouw van de boerderij die na de restauratie door Brussel- Synergie in onze handen zal worden geplaatst, die alleen werkelijkheid kan worden als er een nieuwe Regering is geïnstalleerd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST:

In te stemmen met de aanhangsel betreffende de verlenging van de lopende huurovereenkomsten voor de gebouwen die de gemeente in in het Rood Klooster in gebruik heeft;

De burgemeester en de gemeentesecretaris op te dragen deze te ondertekenen.

5 annexes / 5 bijlagen

Annexe 1.pdf, Annexe 2.pdf, Annexe 4.pdf, Annexe 3.pdf, Avenant Bail Rouge Cloitre.pdf

Mobilité - Mobiliteit

22 Convention sécurité routière: approbation de la convention relatif à l'engagement d'un coordinateur à la sécurité routière avec Bruxelles Mobilité de la Région Bruxelles-capitale.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, les articles 123 et 232 et suivants;

Vu la Réponse à l'appel à projets approuvée en séance Collège du 18/06/2024, relatif au soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière 2024 (Bruxelles mobilité), avec proposition d'engagement d'un coordinateur sécurité routière, contractuel;

Approuve

la convention entre la commune d'Auderghem et Bruxelles-mobilité pour l'octroi d'un subside utile à l'engagement d'un coordinateur Sécurité routière sur le territoire auderghemois, intégré dans le service mobilité de la commune et se coordonnant avec les services de police de la zone 5342.

Verkeersveiligheidsovereenkomst: goedkeuring van de overeenkomst betreffende de aanwerving van een verkeersveiligheidscoördinator met Mobiel Brussel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikelen 123 en 232 en volgende; Gezien het antwoord op de projectoproep betreffende de gewestelijke steun aan de gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties 2024 (Brussel Mobiliteit), voorstel voor de aanwerving van een coördinator verkeersveiligheid,

Keurt

de overeenkomst goed tussen de gemeente Oudergem en Mobiel Brussel voor de toekenning van een subsidie voor de aanwerving van een coördinator verkeersveiligheid in Oudergem, geïntegreerd in de mobiliteitsdienst van de gemeente en coördinerend met de politiediensten in zone 5342.

3 annexes / 3 bijlagen

SUP24.1178_AUD-RH_convFR.pdf, INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_65208.pdf,

SUP24.1178_AUD-RH_convNL.pdf

23 Liquidations des subventions prévues au budget 2024 à Jeugdhuis Alleman

LE CONSEIL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 instaurant le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions octroyées par l'administration communale;

Vu sa décision du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation y relative;

Vu le rapports d'activité 2023 de l'Association Jeugdhuis Alleman - Jongerengemeenschap vzw est en annexe;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2024 prévoit des dépenses à l'article 761/33202;

Attendu que ce document a été approuvé par l'autorité de tutelle;

DÉCIDE:

1. D'autoriser la liquidation des subsides prévus au budget ordinaire de l'exercice 2024, en faveur de l'association suivante : Jongerengemeenschap vzw. Article budgétaire 761/33202 pour un montant de 2 500 euros
2. De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de l'exécution de cette décision.

Uitkering van de toelagen ingeschreven in de begroting van 2024 ten voordele van Jeugdhuis Alleman

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 houdende instelling van de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen verleend door het Gemeentebestuur;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering ter zake;

Gelet op het activiteitenverslag (in bijlage) voor het dienstjaar 2023 voor het Jeugdhuis Alleman - Jongerengemeenschap vzw;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2024 een uitgave voorziet op het artikel 761/33202; Gezien de begroting goedgekeurd werd door de overheid;

BESLIST:

1. De uitkering van de toelagen ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2024 ten voordele van volgende vereniging toe te laten : Jongerengemeenschap vzw. Artikel : 761/33202 voor een bedrag van 2 500 euros
2. Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van dit besluit

2 annexes / 2 bijlagen

Copie de Kopie van Activiteiten lijst 2023 JH Alleman_.xlsx, Activiteitenrapport Jeugdhuis Alleman 2023.docx

Secrétariat - Secretariaat

24 Archives - convention de partenariat entre les Archives générales du Royaume et la commune d'Auderghem

Le Conseil

Vu l'existence d'un projet dit « Archives locales » aux Archives de l'État ;

Vu la nouvelle Loi communale, notamment son article 132 ;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale notamment son article 45 ;

Vu l'article 31 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics qui prévoit : « Un marché conclu exclusivement entre deux pouvoirs adjudicateurs ou plus ne relève pas du champ d'application de la présente loi, lorsque chacune des conditions suivantes est réunie :

1. le marché établit ou met en œuvre une coopération entre les pouvoirs adjudicateurs participants dans le but de garantir que les services publics dont ils doivent assurer la prestation sont réalisés en vue d'atteindre les objectifs qu'ils ont en commun ;
2. la mise en œuvre de cette coopération n'obéit qu'à des considérations d'intérêt public ; et
3. les pouvoirs adjudicateurs participants réalisent sur le marché concurrentiel moins de 20 % des activités concernées par la coopération. Ce pourcentage d'activités est déterminé conformément à l'article 30, § 4 »;

Vu les articles 1, 2, 5 et 6 de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives telle que modifiée par la loi du 6 mai 2009 ;

Vu les articles 1er paragraphe 1er, 3, 6 de l'arrêté royal du 3 décembre 2009 déterminant les missions des Archives générales du Royaume et des Archives de l'État dans les Provinces ;

Vu les articles 1er, 5, 6 et 11 à 22 de l'arrêté royal du 18 août 2010 portant exécution des articles 1er, 5 et 6bis de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives ;

Vu l'arrêté royal du 18 août 2010 portant exécution des articles 5 et 6 de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2005 fixant les tarifs pour des prestations effectuées par les Archives générales du Royaume et les Archives de l'État dans les Provinces tel que modifié par l'arrêté ministériel du 25 mai 2018 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2016 portant exécution partielle de l'article 6 de l'arrêté royal du 18 août 2010 portant exécution des articles 5 et 6 de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives ;

Vu la circulaire de Madame la Ministre de la Politique scientifique du 19 novembre 2010 relative à l'exécution des arrêtés royaux du 18 août 2010 portant exécution de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives ;

Vu les directives de tri spécifiées dans la publication de G. Maréchal, Conservation et élimination des archives communales, 1988-2005, Bruxelles, 3 vol. (Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces. Miscellanea archivistica. Studia) ;

Vu les directives sur le contenu et la forme d'un inventaire d'archives contenues dans la publication de H. Coppens, L. Honnoré et E. Put, Directives relatives au contenu et à la forme d'un inventaire d'archives (août 2014), Bruxelles, 2014 (Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces. Miscellanea archivistica. Manuale, n° 67) ;

Vu la décision du Collège du 13 juin 2023 attribuant le marché pour la désignation d'une équipe pluridisciplinaire d'auteurs de projet chargée de la conception et du contrôle d'exécution de la rénovation de la maison communale d'Auderghem et du CPAS (002/13.06.2023/B/0019) ;

Considérant ce qui suit,

La rénovation du bâtiment de l'administration communale, Rue Emile Idiers 12-14 pose la question de la gestion des archives contenue dans ledit bâtiment.

Les archives de l'état ont été contactées dans le cadre cette mission.

Ils proposent de trier les archives, de les détruire de manière sécurisée, de stocker les archives historiques ainsi que de répertorier celles-ci dans un inventaire qui sera mis à disposition de la commune (Cf. annexes).

Ce travail permettra de réduire les mètres carrés d'archives vivantes à stocker au sein du bâtiment communal.

Les archives de l'état de la région bruxelloise n'ayant plus d'espace de stockage, il est proposé de stocker les archives résultant du tri au sein du bâtiment des archives de l'état de la province de Namur.

Ces archives resteront consultables pour la commune.

Afin de procéder au déplacement des archives, il est demandé que la commune d'Auderghem s'engage à mettre à disposition le matériel roulant et les hommes pour procéder à l'évacuation des

archives à transférer ou à éliminer depuis les locaux communaux jusqu'à l'entrée du bâtiment des Archives de l'État (à Namur).

Délais et coûts :

Après visite du bâtiment, il a été estimé que maximum 10 mois de travail à raison de 2 mois par an (pendant 5 ans) seront nécessaire pour effectuer le tri, la destruction et la construction d'un inventaire répertoriant les archives historiques.

Le coût des prestations s'élève forfaitairement au montant de 5.550 euros (cinq mille cinq cent cinquante euros) pour un mois de travail en 2024. Pour les années suivantes, ce montant sera adapté à l'index comme prévu dans la convention (le montant sera de 5.920 euros en 2025). Cette somme comprend les frais de déplacement, les frais liés à la destruction des documents et le coût du matériel de conditionnement nécessaire.

Le montant de 5.500 euros estimé pour l'année 2024 qui équivaut à un mois de prestation est à imputer sur l'article budgétaire 104/12306 - prestations par tiers, budget ordinaire 2024.

Amiante :

Un relevé amiante va être effectué au sein des pièces contenant les archives ainsi qu'au sein du couloir de l'étage -2 de l'administration communale.

Si un problème d'amiante venait à être détecté, le contrat entre les archives de l'état et la commune d'Auderghem serait déclaré nul et non avenu.

DECIDE

- De contracter avec les archives de l'état belge pendant 5 ans à hauteur de 2 mois de travail par an dont le montant sera adapté à l'index chaque année ;
- De contracter pour un montant de 5.500 euros pour un mois de travail en 2024 à imputer à l'article budgétaire 104/12306 - prestations par tiers, budget ordinaire 2024 et qui s'élèvera suite à l'adaptation d'index à 5.920 euros par mois pour l'année 2025 ;
- D'autoriser les archives de l'état à trier, détruire, stocker les archives historiques et réaliser un inventaire de ces dernières au sein des locaux des archives de l'état à Namur ;
- De mettre à disposition le matériel roulant et les hommes nécessaires pour le transport des archives de la commune d'Auderghem vers le dépôt de des archives de l'état de Namur ;
- D'acter la condition sine qua non de nullité du contrat en cas de découverte de problème d'amiante dans les pièces concernées par le travail des archivistes.

Archieven - overeenkomst tussen het Algemeen Rijksarchief en de gemeente Oudergem

De Raad,

Gezien het bestaan van een project "Lokale archieven" bij het Rijksarchief ;

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 132 ;

Gelet op de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor sociale actie, en met name op artikel 45 ;

Gelet op artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, dat bepaalt: "Een overeenkomst die uitsluitend tussen twee of meer aanbestedende diensten is gesloten, valt niet binnen de werkingssfeer van deze wet wanneer aan elk van de volgende voorwaarden is voldaan:

1. het contract een samenwerking tussen de deelnemende aanbestedende diensten tot stand brengt of uitvoert met het doel ervoor te zorgen dat de door hen te verlenen openbare diensten worden uitgevoerd met het oog op de verwezenlijking van de doelstellingen die zij gemeenschappelijk hebben ;
2. de uitvoering van deze samenwerking uitsluitend gebaseerd is op overwegingen van openbaar belang; en
3. de deelnemende aanbestedende diensten verrichten op de concurrerende markt minder dan 20% van de activiteiten waarop de samenwerking betrekking heeft. Dit percentage van de activiteiten wordt bepaald overeenkomstig artikel 30, § 4."

Gelet op de artikelen 1, 2, 5 en 6 van de Archiefwet van 24 juni 1955, gewijzigd bij de Wet van 6 mei 2009;

Gelet op de artikelen 1, eerste lid, 3 en 6 van het koninklijk besluit van 3 december 2009 tot

vaststelling van de opdrachten van het Algemeen Rijksarchief en van het Rijksarchief in de provincies ;

Gelet op de artikelen 1, 5, 6 en 11 tot 22 van het koninklijk besluit van 18 augustus 2010 tot uitvoering van de artikelen 1, 5 en 6bis van de archiefwet van 24 juni 1955;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 2010 tot uitvoering van de artikelen 5 en 6 van de wet van 24 juni 1955 op de archieven;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2005 tot vaststelling van de vergoedingen voor de diensten van het Algemeen Rijksarchief en het Rijksarchief in de provincies, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 25 mei 2018;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 december 2016 tot gedeeltelijke uitvoering van artikel 6 van het koninklijk besluit van 18 augustus 2010 tot uitvoering van de artikelen 5 en 6 van de archiefwet van 24 juni 1955;

Gezien de omzendbrief van de Minister van Wetenschapsbeleid van 19 november 2010 betreffende de uitvoering van de Koninklijke Besluiten van 18 augustus 2010 tot uitvoering van de wet van 24 juni 1955 op de archieven;

Met het oog op de sorteerrichtlijnen in de publicatie van G. Maréchal, Conservation et élimination des archives communales, 1988-2005, Brussel, 3 vols (Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces. Miscellanea archivistica. Studia);

Gelet op de richtlijnen voor de inhoud en vorm van een archiefinventaris opgenomen in de publicatie van H. Coppens, L. Honnoré en E. Put, Guidelines on the content and form of an archival inventory (augustus 2014), Brussel, 2014 (Koninkrijk Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provincies. Miscellanea archivistica. Handboek, nr. 67);

Gelet op het besluit van het college van 13 juni 2023 tot gunning van de opdracht voor de aanstelling van een multidisciplinair team van projectontwerpers belast met het ontwerp en de begeleiding van de uitvoering van de renovatie van het gemeentehuis van Oudergem en het OCMW (002/13.06.2023/B/0019);

Overwegende hetgeen volgt,

De renovatie van het gemeentehuis aan de Emile Idiersstraat 12-14 roept de vraag op hoe de archieven in het gebouw beheerd moeten worden.

In het kader van dit project werd contact opgenomen met het staatsarchief.

Ze stellen voor om de archieven te sorteren, veilig te vernietigen, de historische archieven op te slaan en ze op te nemen in een inventaris die ter beschikking van de gemeente zal worden gesteld (zie bijlagen).

Door dit werk zullen er minder vierkante meters levende archieven in het gemeentegebouw hoeven te worden opgeslagen.

Aangezien de archieven van de Staat van het Brusselse Gewest geen opslagruimte meer hebben, wordt voorgesteld om de archieven die het resultaat zijn van het sorteerproces op te slaan in het gebouw van de archieven van de Staat van de provincie Namen.

Deze archieven blijven beschikbaar voor raadpleging door de gemeente.

Om de archieven te verhuizen, wordt gevraagd dat de gemeente Oudergem het rollend materieel en de mannen ter beschikking stelt om de over te brengen of te verwijderen archieven te verhuizen van de gemeentelijke gebouwen naar de ingang van het Rijksarchiefgebouw (in Namen).

Termijnen en kosten :

Na een bezoek aan het gebouw werd geschat dat er maximaal 10 maanden werk van 2 maanden per jaar (gedurende 5 jaar) nodig zou zijn om de historische archieven te sorteren, vernietigen en inventariseren.

De kostprijs van de diensten is een forfaitair bedrag van 5.550 euro (vijfduizend vijfhonderdvijftig euro) voor één maand werk in 2024. Voor de daaropvolgende jaren zal dit bedrag worden aangepast aan de index zoals voorzien in de overeenkomst (het bedrag zal 5.920 euro zijn in 2025). In dit bedrag zijn de reiskosten, de kosten voor het vernietigen van de documenten en de kosten voor het benodigde verpakkingsmateriaal inbegrepen.

Het geraamde bedrag van 5 500 euro voor 2024, dat overeenkomt met een maand dienstverlening, komt ten laste van begrotingsonderdeel 104/12306 - Diensten aan derden, gewone begroting 2024.

Asbest :

Er zal een asbestonderzoek worden uitgevoerd in de ruimtes met de archieven op verdieping -2 van het gemeentehuis.

Als er een asbestprobleem zou worden ontdekt, zou het contract tussen het staatsarchief en de gemeente Oudergem nietig worden verklaard.

BESLUIT

- Een 5-jarig contract afsluiten met het Belgisch Rijksarchief voor 2 maanden werk per jaar, waarvan het bedrag jaarlijks wordt aangepast aan de index
- Een contract af te sluiten voor een bedrag van 5.500 euro voor één maand werk in 2024, ten laste van begrotingspost 104/12306 - diensten van derden, gewone begroting 2024, en dat na de indexaanpassing zal stijgen tot 5.920 euro per maand voor 2025;
- Het Rijksarchief machtigen om de historische archieven te sorteren, te vernietigen en op te slaan en om een inventaris van deze archieven op te maken in de lokalen van het Rijksarchief in Namen;
- Het rollend materieel en de manschappen ter beschikking stellen om de archieven van de gemeente Oudergem te transporteren naar de opslagplaats van de staatsarchieven in Namen;
- Vastleggen van de voorwaarde sine qua non dat het contract nietig is als er asbestproblemen worden ontdekt in de ruimten waar de archivariissen werken.

2 annexes / 2 bijlagen

Annex_conv_archives_Auderghem2024.pdf, 202406_Conv_Auderghem_juin2024.pdf

25 **Convention de cession d'actions à titre gratuit entre S.C. "En Bord De Soignes" et la commune d'Auderghem**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 117 ;

DÉCIDE :

- D'approuver la convention ci-jointe de cession d'actions à titre gratuit entre S.C. "En Bord De Soignes" et la commune d'Auderghem;
- De charger la Bourgmestre et le Secrétaire de la signature.

Overeenkomst betreffende het gratis overdracht van aandelen tussen C.V.. "En Bord De Soignes" en de gemeente Oudergem

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117;

BESLIST :

- De hierbijgevoegde overeenkomst betreffende het gratis overdracht van aandelen tussen C.V.. "En Bord De Soignes" en de gemeente Oudergem goed te keuren;
- de Burgmeester en de Secretaris met de ondertekening te belasten.

1 annexe / 1 bijlage

CONVENTION - cession d'action EBDS.pdf

26 **Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) : squat à Herrmann-Debroux (Complémentaire)**

Monsieur le Président,

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers Collègues,

Depuis plusieurs semaines, un problème de squat se pose à nouveau à Auderghem, cette fois dans un bâtiment vide, proche de la station de métro Herrmann-Debroux et de la pompe à essence Esso. Dans la presse cet été, les riverains se plaignaient d'un sentiment d'insécurité croissant, notamment dû à la présence de personnes désœuvrées dans le quartier. Madame la Bourgmestre a indiqué être en contact avec le propriétaire du bâtiment, un prestataire privé, pour faire évacuer les lieux. Les lieux ont finalement été évacués vendredi 20 septembre. Nos questions sont les suivantes :

1. Comment se sont déroulés les discussions avec le propriétaire, puis l'opération d'évacuation
2. Des faits de violences ou d'incivilités avaient-ils été signalés dans le quartier, en rapport avec les occupants du squat ?
3. Les personnes qui occupaient ce squat étaient-elles les mêmes que celles qui se trouvaient préalablement au consulat de Chine boulevard du Souverain ? Si oui, comment éviter que la situation se reproduise dans un autre bâtiment vide ?
4. Comment s'organise la surveillance des bâtiments vides ? La police se montre-t-elle d'une vigilance accrue ?
5. De manière générale, quelle est l'action menée par la commune pour sécuriser les environs de la station de métro Herrmann-Debroux, notamment en collaboration avec la STIB ?

Nous vous remercions,
Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD): kraken bij Herrmann-Debroux (Aanvullend)

27 Question orale de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : le squat Herrmann-Debroux (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers collègues,
Depuis plusieurs mois, un bâtiment - à côté de la pompe à essence située à Herrmann-Debroux - est laissé à l'abandon et est occupé par des squatteurs. Cet été, vous indiquiez à la presse avoir pris des contacts avec le propriétaire du bâtiment afin qu'il prenne des dispositions pour sécuriser les lieux dans l'attente des travaux de transformation à venir. Mes questions sont les suivantes :

- Pouvez-vous nous faire un état des lieux de la situation ?
- Beaucoup de riverains se plaignent d'une augmentation du sentiment d'insécurité suite à ce squat. Quelles sont les mesures que vous avez mises en place avec la zone de police ?
- D'autres bâtiments (immeubles de bureaux) à proximité sont également inoccupés, avez-vous pris des mesures préventives pour éviter que ceux-ci soient également squattés ?

Je vous remercie pour vos réponses.
Vanessa Rigodanzo
Conseillère communale PS

Mondelinge vraag van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): kraakpand Herrmann-Debroux (Aanvullend)

28 **Question orale de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : l'état de la maison du Meunier – Rouge-Cloître (Complémentaire)**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers collègues,

Le territoire communal a la chance de compter un site exceptionnel qu'est le Rouge Cloître.

Si des rénovations ont été menées sur plusieurs bâtiments, la maison du Meunier continue à se détériorer sans mise en place de réelles mesures efficaces pour la protéger dans l'attente d'une rénovation. Cet état perdure maintenant depuis plusieurs années.

Nous avons déjà eu l'occasion de débattre du partage de compétences de ce site. Et vous nous aviez indiqué avoir alerté la Région sur l'état de ce bâtiment.

Mes questions sont les suivantes :

- Pouvez-vous m'indiquer si la commune a entrepris des nouvelles démarches auprès de la Région quant à la mise en place de mesures de protection supplémentaires de ce bâtiment afin d'éviter sa dégradation le temps de sa rénovation ?
- Avez-vous envisagé de vous substituer à la Région quant à la mise en place de mesures de protection du bâtiment, quitte ensuite à vous retourner vers celle-ci pour leur prise en charge ?
Si non, pourquoi ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vanessa Rigodanzo

Conseillère communale PS

Mondelinge vraag van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): de staat van de Molenaarswoning - Rood Klooster (Aanvullend)